

Contestations du Clergé et des Patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost

(1638-1798)

(Troisième partie)

GREGOIRE GHIKA

La dernière réponse des VII Dizains : le mémoire du bailli Burgener

Dans la deuxième partie de notre étude, nous avons examiné les mémoires que le chapitre de Sion avait rédigés entre les années 1735 et 1752, dans le but de rappeler ses anciens droits souverains, et notamment d'obtenir « siège et voix » dans les diètes des VII dizains. Pratiquement, les patriotes repoussèrent les prétentions du clergé ; Grenat conclut non sans quelque amertume : « le passé aurait dû prouver aux chanoines que leurs démêlés avec les dizains n'aboutissaient ordinairement qu'à arracher un nouveau fleuron à leur antique couronne seigneuriale »¹. Mais sur le plan de l'histoire et du droit, le mémoire capitulaire de 1735 ne pouvait rester sans réponse de la part des dizains, et c'est le bailli François-Joseph Burgener qui assumait cette tâche délicate dans un mémoire daté de 1760.

A notre connaissance, on n'a jamais publié le mémoire de Burgener² et il nous a paru intéressant d'en reproduire le texte allemand accompagné d'une traduction française contemporaine. Grenat s'est contenté de mentionner laconiquement ce texte en ces termes : « le bailli répondit plus tard au court écrit du chapitre ; mais son argumentation prouve qu'il n'avait pas plus d'érudition historique que son

¹ *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, p. 395.

² On en trouvera un aperçu dans notre ouvrage *La fin de l'Etat corporatif en Valais et l'établissement de la souveraineté des dizains au XVII^e siècle*, Sion, 1947, pp. 270-274 et dans notre article *L'indépendance du Valais à l'égard du St-Empire...*, dans *Annales valaisannes*, 2e S., T. 6 (1946-1948), pp. 441-444.

adversaire »³. Il est vrai que la thèse de Burgener ne reçut aucune réfutation officielle de la part des ecclésiastiques valaisans ; mais le chanoine Anne-Joseph de Rivaz la prit sérieusement à partie, à une époque où elle ne présentait déjà plus guère qu'un intérêt historique : « le factum du bailli Burgener, s'exclame-t-il, est le pire de tous. Les précédents sont le fruit mal mûr d'un enthousiasme de liberté ; le sien est d'une méchanceté réfléchie et ce n'est d'un bout à l'autre qu'un tissu de sophismes, qui décèlent dans son auteur un esprit faux, un mauvais cœur, beaucoup d'astuce et peu de probité »⁴.

Personne n'a hésité, et personne n'hésitera, pensons-nous, à attribuer le mémoire que nous publions à François-Joseph Burgener (1697-1767), bailli du Valais de 1742 à 1761⁵. On ne peut guère douter non plus que ce texte date de 1760, puisque son auteur y fait allusion à un mémoire épiscopal rédigé en 1756, et à de nouvelles prétentions du chapitre « dans la circonstance du siège épiscopal vacant » : il ne peut s'agir que de la vacance de l'évêché de Sion survenue le 19 septembre 1760, à la mort de l'évêque Jean-Hildebrand Roten⁶, vacance qui prit fin à l'élection de François-Frédéric Ambuel, le 18 décembre suivant⁷, ce que confirme une note marginale de la traduction française.

Par contre, on peut se poser la question de savoir si Burgener a vraiment lu son mémoire à la diète d'élection épiscopale, tenue à Sion en décembre 1760, ainsi que l'affirme la même note marginale. Pour y répondre, il est nécessaire de savoir ce qui s'était passé sous l'épiscopat de J.-H. Roten.

Les recès des diètes valaisannes tenues entre 1752 et 1760 ne révèlent aucune divergence entre le clergé et les dizains au sujet du pouvoir temporel⁸ : mais, ainsi que l'écrit Burgener au début de sa dissertation, l'évêque Roten en personne, au cours de la diète de mai 1756, a réitéré les réclamations faites antérieurement par le chapitre, tout au long d'un mémoire où il se plaignait « de la diminution de ses droits et de ce qu'on ne lui adresse plus les lettres circulaires comme s'il n'était pas un membre du souverain Etat, demandant qu'on les lui adresse dans toutes les affaires majeures soit ordinaires ».

³ Grenat, *op. cit.*, pp. 392-393.

⁴ Archives de l'Etat du Valais (AV), fonds de Rivaz, *Opera Historica*, t. XVIII, pp. 159-190.

⁵ *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, T. 2, Neuchâtel, 1924, p. 351, art. *Burgener*.

⁶ Sur cet évêque, v. *ibidem*, T. 5, Neuchâtel, 1930, p. 565, art. *Roten*.

⁷ Sur cet évêque, v. *ibidem*, T. 1, Neuchâtel, 1921, p. 297.

⁸ *Recès des diètes valaisannes*, traduction manuscrite par Adolphe de Courten, aux AV, 7 vol., L. 17 à 23 (cités : de Courten), T. VII, pp. 91 à 212.

Ce nouveau mémoire épiscopal ne nous est pas connu comme tel. Si le recès de mai 1756 est muet à son sujet⁹, nous savons néanmoins qu'il devait être d'une certaine étendue et quelque peu touffu : Burgener lui reproche en effet d'être « mêlé de droits spirituels et temporels ». D'autre part, une minute du protocole de la diète tenue en mai 1756 nous renseigne en ces termes sur le différend survenu à cette date : « Une contestation s'est produite entre Sa Grandeur et Son Excellence le bailli : Sa Gr. s'est plainte que, depuis longtemps (*seith geraumer zeit*), aucune lettre circulaire ne lui avait été communiquée ; elle estime pourtant avoir droit de les obtenir dans les causes majeures et ordinaires (*in causis maioribus et ordinariis*), ce qu'elle développe notamment dans un mémoire qu'elle a déposé à cet effet ; pour le cas où sa requête susciterait des contestations ou des difficultés, Sa Gr. proteste qu'elle n'entend pas qu'on l'en rende responsable et demande que cela soit inséré dans le recès.

« Le bailli a répliqué qu'il ne pensait pas avoir agi autrement que ne l'exigeaient les devoirs de sa charge pour le maintien de la supériorité des louables dizains ; il s'est plaint à son tour qu'on avait proféré à son endroit beaucoup de propos accusatoires et diffamants et a invoqué de ce fait la protection de Nos gracieux Seigneurs, affirmant entre autres choses qu'il était bien décidé, faute de cela, à résigner ses hautes fonctions.

« Sur ce, Nos gracieux Seigneurs, sensiblement peïnés par la dissension survenue entre les deux chefs les plus honorables de la patrie, ont déclaré qu'ils désiraient ardemment que ces deux honorables personnes puissent s'entendre à nouveau et les en ont instamment priées. Au surplus, ils ont estimé que l'on devait envoyer dorénavant les circulaires à Sa Gr. le prince de la même manière qu'on avait eu coutume de le faire à l'égard de Mgrs ses prédécesseurs ; mais ils n'ont pas jugé souhaitable d'en insérer quelque chose dans le recès. En ce qui concerne les plaintes de Son Excellence, Nos gracieux Seigneurs ont déclaré qu'ils étaient tout prêts à lui rendre justice et satisfaction, pour autant qu'on leur dénoncerait nommément les personnes qui ont tenu ces propos sataniques, inconvenants et inadmissibles ; mais ils ne peuvent ni ne veulent admettre la résignation de sa haute charge »¹⁰.

⁹ de Courten, pp. 159-163.

¹⁰ *Protocole de la diète du Valais, 1728 à 1762*, volume in-folio manuscrit de 710 pages, aux AV, L 16, pp. 558-559. — Sur les circulaires, v. W. A. Liebeskind, *Das Referendum der Landschaft Wallis*, Leipzig, 1928, pp. 71-76. Il s'agit d'une institution de la fin du XVII^e siècle et du début du XVIII^e siècle, destinée à permettre aux dizains de donner leur avis par écrit sur des sujets pour lesquels on ne pouvait convoquer aisément une diète. On peut y voir le résultat du fédéralisme des dizains et de l'affaiblissement des

D'après les documents que nous connaissons, cette affaire n'eut pas de suites entre 1756 et 1760 ; mais Burgener affirme, dans son mémoire, qu'au décès de l'évêque Roten, le chapitre « a protesté derechef, soit verbalement devant le bailli, soit dans les lettres écrites à ce sujet pour la conservation des droits de l'Eglise, comme si les sept louables dizains avaient voulu ou voulaient se rendre coupables de l'usurpation des dits droits de l'Eglise... » Ces faits, joints aux prétentions antérieures du chapitre de demander à être reconnu comme membre de l'Etat, l'ont incité à défendre, dans son mémoire, la souveraine liberté des sept dizains.

Nous reproduisons, à la suite de ce mémoire, la copie d'une lettre que Burgener adressa aux VII dizains, le 2 novembre 1760, et tirée des archives de la Bourgeoisie de Sion¹¹. Ce document apporte quelque lumière sur notre sujet : le bailli déclare qu'à l'occasion d'une diétine tenue le 30 septembre¹², le chapitre aurait élevé une « protestation », puis déposé une lettre (*schreiben*), dont Burgener transmet copie aux dizains, et qui est datée de Sion, le 5 octobre 1760. Bien que cet acte manifeste apparemment la bonne volonté des chanoines, ces derniers y font allusion à la protection des droits de l'Eglise, comme s'il y avait le plus grand danger d'une spoliation sacrilège au moment de l'élection épiscopale, et protestent de ce chef d'une manière inopportune à l'égard du souverain Etat. Pour mettre fin aux prétentions mal fondées de l'évêque et du chapitre, émises au cours des années précédentes, au grand préjudice de la souveraine liberté, le bailli prend la liberté d'envoyer en même temps un modeste projet (*einen wenigen allhier beygesetzten aufsatz*) qu'il soumet à l'examen (*correction*) des VII dizains, et dont le but est de préserver la souveraineté menacée et de défendre l'honneur de tous les magistrats de la patrie, afin qu'on élimine ces contestations si déplaisantes avant l'élection de l'évêque et la remise du glaive de la préfecture, et qu'on rétablisse une fois pour toutes la bonne entente entre l'état ecclésiastique et l'état temporel. Burgener avertit qu'autrement il ne se sent plus en mesure de remplir ses hautes fonctions baillivales et qu'il devra les résigner pour éviter toute atteinte à la souveraine liberté, atteinte qui eût fort bien pu se produire

fonctions exécutives du bailli. Il s'agissait aussi d'un système permettant de prendre des décisions en échappant aux interventions de l'évêque dans la vie politique du pays. Cela explique la réaction du clergé.

¹¹ Archives de la Bourgeoisie de Sion (*ABS*), tiroir 92, No 172, manuscrit anonyme, 2 folios sans titre, portant au dos, d'une main ultérieure : 1760, 2 novembre, *Episcopalia. Baillivus Burgener ad 7 Desenos circa protestationem Venerabilis Capituli Sedunensis pro juribus Ecclesie in electione novi Episcopi variae propositiones pro conservatione sovverainitatis patriae offert resignationem suam.*

¹² Probablement en 1760, mais aucune diète de cette date n'a laissé de recès ni de mention au protocole.

à la suite des prétentions du chapitre, dans les dernières élections épiscopales. Il désire également que l'on n'accuse plus personne d'attenter aux droits de l'Eglise et de l'évêque.

Cette lettre de Burgener aux dizains ne permet pas de dire avec certitude quel fut « le modeste projet » que le bailli envoya à cette occasion, mais il n'est pas exclu qu'il s'agissait précisément de son mémoire ; si tel est bien le cas, Burgener l'aurait rédigé avant le 2 novembre 1760, dans l'intention de prévenir les députés des dizains contre toute manœuvre ou protestation du clergé au moment de l'élection épiscopale. Il est permis de supposer que l'auteur avait prémédité son œuvre de longue date. Par contre, ni les recès, ni la minute du protocole de la diète de décembre 1760¹³ ne font allusion à une lecture quelconque de ce mémoire lors de la diète d'élection en décembre 1760. Comme l'a écrit l'abbé de St-Maurice, J.-G. Schiner, dans une dissertation de 1778, intitulée « *Libertas Vallesii* »¹⁴, en 1760, le 18 décembre, on fit l'élection d'un nouvel évêque selon l'ancien droit et usage, en paix et bonne union ; le chapitre présenta quatre chanoines des plus capables, les 7 dizains choisirent et désignèrent M. le chanoine Ambuel, sacristain, pour évêque, le grand-bailli lui donna l'investiture *per traditionem gladii* de la préfecture et lui fit prêter serment de fidélité à l'égard de la patrie ». Cette élection s'étant passée sans incident de la part du chapitre, il est possible qu'on se soit abstenu de lire encore le mémoire du bailli Burgener, ou qu'on ait omis volontairement de le mentionner au protocole de la diète.

Instruit par les pénibles tractations qui avaient précédé l'élection de l'évêque Roten en 1752, et que nous avons rappelées dans notre précédent article, Burgener désirait sans doute écarter une récidive de ce marchandage par lequel les chanoines ne voulaient consentir à l'élection d'un évêque par la diète, sur présentation de quatre des leurs, que si les dizains, à leur tour, reconnaissaient le chapitre comme membre de l'Etat ; on sait que les Hauts Seigneurs estimaient cette condition « attentatoire à la souveraineté qui appartient aux sept dizains ». En 1752, le nonce avait fini par conseiller aux chanoines de renoncer à leur prétention, et l'élection de l'évêque Roten avait pu se dérouler sans esclandre. En 1760, Burgener recourut aussi au nonce avant de réunir la diète de décembre : il écrivit en effet aux dizains, dans la lettre datée du 2 novembre, dont nous avons déjà cité le commencement ci-dessus : « comme les louables dizains convoqueront certaine-

¹³ de Courten, VII, pp. 207-212, et *AV*, L 16, pp. 614-631.

¹⁴ *AV*, fonds de Rivaz, carton 70, No 23, cahier manuscrit de 16 pages, daté du 6 mai 1778, p. 14.

ment leurs conseils, vu l'importance de cette affaire, je prends l'audace de soumettre à leurs hautes et sages réflexions le point de savoir si l'on ne devrait pas, à l'occasion de la réponse qu'il convient de donner aux lettres de créance ci-jointes du nonce nouvellement arrivé¹⁵, dire en guise de conclusion que le Haut Etat prie Sa Gr. d'obtenir de S. S. le pape un indult, de manière que MM. les députés des sept dizains assistent à l'élection épiscopale sans qu'il y ait la moindre protestation pour les droits de l'Eglise, et puissent élire le plus digne parmi les quatre chanoines présentés par le chapitre ; si cette requête devait ne pas être retenue, le Haut Etat ne se ferait plus représenter à l'élection de l'évêque, mais postulerait son pasteur auprès de S. S. le pape, dans la personne du chanoine le plus digne, ou encore abandonnerait au chapitre seul l'élection canonique du nouvel évêque et remettrait la préfecture et sa juridiction à l'évêque postulé ou élu canoniquement, selon l'ancienne coutume, par la tradition du glaive et l'assermentation. C'est ainsi que l'Etat temporel manifeste son soin tout particulier de ne pas léser les droits de l'Eglise, de l'évêque et du préfet ; il espère qu'il plaira au nonce, pour sa part, d'enjoindre désormais aussi à l'évêque et à son chapitre, au moyen d'un monitoire papal, de laisser intacts les droits temporels et notamment la souveraineté qui appartient aux sept dizains seuls, afin que le Haut Etat ne soit pas amené à faire montre de son pouvoir souverain, mais que soit apaisé, entre l'autorité ecclésiastique et civile, un malentendu qui peut être une source de péché, et qu'ainsi fleurisse la bonne entente, véritable principe de la défense de la religion catholique »¹⁶.

Nous ne savons pas ce que les dizains enjoignirent d'écrire à Burgener, mais celui-ci dut s'adresser au nonce, car le recès de l'élection, en date du 18 décembre 1760¹⁷, porte que, « après délibérations, tant sur la missive de Mgr le nonce apostolique à Lucerne, invitant les sept dizains à choisir le plus digne de ceux qui seraient présentés par les chanoines que sur les deux missives adressées par le chapitre de la cathédrale au Haut Etat ou à S. E. le bailli, en vue de l'élection prochaine d'un évêque, et sur les réponses faites par le bailli au nom de l'Etat, la majorité des sept dizains ayant manifesté que, dans le cas où le chapitre ne ferait aucune protestation inconvenante, comme cela

¹⁵ Mgr N. Oddi, nonce en Suisse du 21 décembre 1759 au 15 juin 1764, n'arriva à Lucerne qu'en septembre 1760. V. *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, t. 5, Neuchâtel, 1930, p. 179, art. *Oddi*.

¹⁶ En comparant la proposition que fait ici Burgener pour l'attitude à adopter dans l'élection épiscopale, et la solution qu'il préconise dans son mémoire, on gagne la conviction que ce mémoire avait été rédigé avant la lettre du 2 novembre 1760.

¹⁷ de Courten, VII, pp. 209-212 ; *AV*, L 16, pp. 626 à 631.

avait eu lieu précédemment en semblable circonstance, ils avaient ordre de leurs constituants de procéder le plus tôt possible et dès cette diète, à l'élection de l'évêque et préfet. Le chapitre, sur communication de cette intention, ayant déclaré l'agréer, et que la protestation serait faite de manière à ne blesser aucune susceptibilité, le jour a été fixé au 18 du courant pour procéder à cet acte solennel ».

Il résulte de ce texte qu'après sa lettre du 5 octobre 1760, le chapitre en avait adressé au bailli une seconde, qui ne nous est pas connue, probablement dans le sens recommandé par le nonce. Sur quoi Burgener aurait communiqué au chapitre l'assentiment des dizains, pour autant que le chapitre ne ferait « aucune protestation inconvenante ».

Cette importante question étant réglée, les dizains s'empressèrent de continuer leur éternelle querelle de préséance entre Sion et Conches. Après cela, le chapitre se rendit au complet au château de la Majorie, où le bailli lui ouvrit la chancellerie du château, en présence du grand-doyen, et l'on sortit le glaive de la préfecture. Puis les députés se rendirent à la cathédrale avec les chanoines ; les premiers occupèrent les stalles du côté de l'Epître, les seconds, celles du côté de l'Evangile. Après le discours des parents de l'évêque défunt et la réponse du bailli, ce dernier invita le chapitre à présenter quatre de ses membres selon l'antique usage. Le chanoine Andenmatten¹⁸ fit un discours et déposa une protestation « brève et modérée » en faveur des droits de l'Eglise et présenta les quatre candidats. Après le chant du *Veni Creator*, le bailli confia le conseil secret au dizain de Rarogne d'où était originaire l'évêque défunt, assisté de deux députés de chacun des autres dizains ; lorsque ce conseil eut rédigé sa décision dans la petite sacristie, l'assemblée élut à l'unanimité évêque François-Frédéric Ambuel, qui reçut du bailli Burgener le glaive de la préfecture, au maître-autel, du côté de l'Evangile, après un bref rappel des devoirs d'un évêque et préfet. Le *Te Deum* chanté, le cortège remonta à la Majorie, et le bailli remit les clefs de la chancellerie à l'évêque en présence du doyen. Sa grandeur vint enfin prendre possession du siège épiscopal à la diète,

¹⁸ François-Joseph Andenmatten (1692-1792), originaire de Saas-Almagell, chanoine de Sion en 1750, doyen de Valère en 1767 : *Armorial valaisan*, Zurich, 1946, p. 10, art. *Andenmatten*. — Les quatre candidats proposés par le chapitre, furent, d'après le recès : François-Frédéric Ambuel, sacristain, qui fut élu évêque ; Joseph-Melchior Zen Ruffinen, chantre (sans doute François-Melchior Zen Ruffinen (1729-1790), chanoine en 1751, chantre en 1753, doyen de Valère en 1774, et évêque de Sion de 1780 à 1790 ; v. *Armorial valaisan*, p. 299, art. *Zen Ruffinen*) ; Jean-Joseph Lager, doyen de Valère (1690-1767), originaire de Sion, chanoine en 1744, doyen de Valère en 1758, vicaire général de 1758 à 1764 (*ibidem*, p. 144, art. *Lager*), et François-Joseph Summermatter (1702-1785), de Tourtemagne, aumônier au régiment Bessler en Espagne, chanoine en 1746, sacristain en 1761 (*ibidem*, p. 252, art. *Summermatter*).

reçut le serment des députés qui « promirent à mains levées tous secours, assistance et protection dûs aux droits épiscopaux ». L'évêque en fit autant à l'égard des droits du Haut Etat.

Quelle influence le mémoire du bailli Burgener exerça-t-il sur l'heureuse issue de l'élection épiscopale de 1760 ? Ses menaces eurent-elles un effet salutaire, ses arguments renforcèrent-ils la position des dizains, ou au contraire le factum avait-il déjà perdu tout intérêt avant l'élection, vu l'attitude du nonce et des chanoines ? Il ne nous est pas possible de le dire. Quoi qu'il en soit, cette dissertation mit pratiquement un point final aux longs démêlés du clergé et des dizains, qui suivirent l'épiscopat de Hildebrand Jost. Sur le plan théorique, par contre, le clergé ne se considéra point pour battu. L'abbé J.-G. Schiner, dans la dissertation que nous avons citée ci-dessus, écrit encore : « en 1760, le bailli donna par écrit une réfutation des manifestes que le chapitre distribua . . . prétendant avoir part au gouvernement de l'Etat ; depuis, deux chanoines du chapitre de Sion ont essayé d'y répliquer, mais leur essai n'est pas encore venu au jour, probablement garderont-ils le silence . . . »¹⁹. Nous avons dit plus haut que le chanoine A.-J. de Rivaz s'appliqua plus tard à répondre au mémoire Burgener, et signalé ailleurs qu'à partir de 1760 le clergé valaisan semble avoir été partagé entre la thèse du chapitre et celle du bailli²⁰.



Les Archives d'Etat du Valais conservent actuellement quatre copies du texte allemand et une traduction française du mémoire Burgener :

A. Fonds des Archives de la Bourgeoise de Sion (ABS, tiroirs 92-94, No 171) : cahier de papier de 28 pages in-folio, dont 26 manuscrites, anonymes, sans date ni lieu, intitulé : *Beschützung Vorschlag der Souveranischen freyheit 7 Loblicher Zehnden und des Ihnen zu ständigen Rechts der Hohen Herrlichkeit wider die in offentlicher Truck anno 1735 und bey ledtster Bischoffs erwöhlung anno 1752 von hoch. Capitell und folglich von dem erwehlten bischoff selbst anno 1756 in offentlichen Landtrath eingegeben Kläg, und ungegründete ansprachen.* — Au dos, d'une main ultérieure : 1756, *Episcopalia. Responsio Septem Desenorum ad Manifestum Ven. Cap. Sed. remissum in Comitii Maji et refutatio argumentorum, cum protestatione juris summae potestatis contra Ep. Sed. et Capit. Sed.*

¹⁹ *Loc. cit.*, p. 12. — Cf. *La fin de l'Etat corporatif* . . . , p. 274. — Nous nous réservons de revenir sur les dissertations postérieures au mémoire Burgener.

²⁰ *La fin de l'Etat corporatif* . . . , pp. 274 et 275.

B. Dépôt de M. Louis de Riedmatten, carton 4, fascicule 4, No 97 : cahier de papier de 16 pages in-folio manuscrites, anonymes, s. l. n. d., portant le même titre que le document précédent. Bien qu'il ne présente que très peu de variantes par rapport à ce dernier, on ne peut toutefois affirmer qu'il s'agisse d'une copie de celui-ci.

C. AV, carton 61, No 6 : cahier de papier de 14 pages in-folio, dont 12 manuscrites, anonymes, s. l. n. d., portant le même titre que les précédentes, avec cette adjonction, en français : « composé par Son Excellence Mgr le Grand Bailif de Bourguener ». — Au dos, de la main de l'archiviste L. Meyer : 1756, Mémoire du Baillif Burgener, concernant les rapports, droits respectifs de l'Etat et de l'évêque.

D. AV, carton 67, fascicule 6, No 2 : cahier in-quarto de 24 pages, dont 20 manuscrites, anonymes, s. l. n. d., ni titre.

Les manuscrits C et D présentent des leçons souvent identiques. Nous ignorons la provenance de l'un et de l'autre de ces documents.

Quant à la traduction française, nous la trouvons aux AV, fonds de Rivaz, 11, vol. 28, *Mémoires et documents sur le Valais* (337 pages que Charles-Emmanuel de Rivaz a copiées ou fait transcrire), pp. 1 à 12, avec le titre suivant : *Exposé de la défense de la souveraine liberté des sept louables Dixains et du droit de Souveraineté à eux appartenant contre la prétention et plainte mal fondée du vénérable chapitre imprimée en 1735 et produite au temps de l'élection épiscopale de 1752 et ensuite par le révérendissime évêque dans une diète tenue en 1756*. — Une note marginale comporte cette indication : « par M. le Baillif Burgener et par lui prononcé en 1760 à la diète d'élection de l'évêque am Buel. MS communiqué par son gendre le banneret du Fay »²¹.

En ce qui concerne le fond, la thèse essentielle de Burgener consiste à rejeter aussi bien ce que nous avons appelé la « souveraineté absolue » de l'Eglise de Sion sur le Valais, qu'un « régime corporatif » selon lequel les dizains auraient dû « partager leur souveraineté » avec l'évêque et le chapitre. En d'autres termes, le bailli exige la séparation complète du spirituel et du temporel²².

Par manque de subdivisions, le texte du mémoire peut paraître touffu et peu clair ; toutefois, il n'est pas difficile de saisir l'argumentation, qu'on peut ramener à sept points :

²¹ On ignore si Charles-Emmanuel de Rivaz a reçu le texte allemand ou une traduction de M. Du Fay. On sait qu'il avait fait traduire par son fils le mémoire du chapitre de 1735 (AV, fonds de Rivaz, *Opera Historica*, t. XVIII, p. 159, note marginale de Ch.-E. de Rivaz). — Il s'agit sans doute ici de Guillaume-Antoine Du Fay (1767-1830), « banneret des élus » en 1792 (*Armorial valaisan*..., p. 83, art. Du Fay). Selon une généalogie établie par M. Albert Wolff, un Pierre-Antoine Du Fay aurait épousé en 1788 Anne-M.-Th. Burgener, fille de Jean-François-Antoine.

²² V. *La fin de l'Etat corporatif*..., p. 274.

I. Le mémoire se présente comme la réfutation longtemps différée d'un mémoire imprimé par le chapitre de Sion, le 9 septembre 1735, et comme une fin de non recevoir à toutes les prétentions ultérieures du clergé. Les chanoines avaient réclamé le droit de siéger régulièrement dans toutes les diètes, de figurer « dans les abscheids ou lettres diétales comme membre de l'Etat ». L'évêque avait accusé les dizains d'affaiblir et de diminuer sans cesse les droits de l'évêché et du chapitre, et il exigeait qu'on lui adressât toutes les « lettres circulaires, comme membre du souverain ».

II. Les dizains n'ont aucunement diminué les droits de l'Eglise, qui ne peuvent consister qu'en pouvoirs spirituels, propriétés, rentes et reconnaissances féodales. Le fait de ne pas adresser de circulaires au clergé ne saurait constituer une atteinte à de tels droits.

III. Le préfet, c'est-à-dire l'évêque, n'est pas souverain du Valais. Trois faits le prouvent :

1) Le titre de préfet ne confère à l'évêque aucun titre à l'exercice d'un pouvoir souverain ni ne le rend aucunement membre de l'Etat. Bien au contraire le mot préfet signifie que les dizains le mettent à leur tête, exactement comme les empereurs souverains désignaient jadis les préfets du Valais.

2) Si le préfet exerce la haute, la moyenne et la basse juridiction, il n'est pas plus souverain, pour autant, que d'autres familles qui possèdent les mêmes droits en Valais. L'interprétation du traité passé, en 1477, entre les patriotes et l'évêque Walther II Supersaxo prouve que les Valaisans n'ont pas reconnu à l'évêque la souveraineté, mais seulement l'exercice de la juridiction.

3) Jusqu'au moment où les Valaisans se sont rendus indépendants, ce sont des princes étrangers, et non pas l'évêque, qui ont été reconnus souverains. Les patriotes ne se sont pas libérés pour se mettre sous le joug des évêques, auxquels les empereurs n'ont jamais reconnu la souveraineté, même à la paix de Ryswick (1697). L'évêque n'est pas plus souverain que le bailli, premier nommé dans les alliances.

Les dizains au contraire peuvent encore prouver leur souveraineté par trois faits : par les pouvoirs militaires qu'ils détiennent dans tout le pays ; par les émoluments qu'ils prélèvent sur leurs sujets ; par les pensions royales ou « argents de paix » qu'ils reçoivent.

Burgener réfute incidemment une objection importante : si l'évêque n'est ni souverain seigneur ni membre de l'Etat, pourquoi siège-t-il dans les diètes où l'on traite d'affaires souveraines ? C'est qu'autrefois l'évêque convoquait les diètes et recueillait les suffrages. Mais en dernière analyse, la souveraineté est exercée par les conseils de dizains,

au moyen du referendum. Les décisions prises par la majorité des dizains font loi, ni l'évêque ni le bailli ne peuvent plus les modifier. C'est seulement pour les affaires courantes, mentionnées dans les circulaires, et pour lesquelles les députés sont munis de pleins pouvoirs, que l'évêque et le bailli disposent d'une voix, comme un dizain ; mais encore ne donnent-ils leur suffrage qu'en dernier lieu. Et dans les appels interjetés contre les sentences du préfet, la majorité des 7 dizains décide.

Burgener réfute en outre divers arguments du manifeste capitulaire visant à prouver la souveraineté du préfet.

1) Les alliances conclues par le préfet seul ne prouvent pas sa souveraineté, car ce ne sont pas de vraies alliances comparables à celles conclues par les dizains.

2) Le préfet et le chapitre n'ont pas été comptés pour un « Tiers » dans l'établissement des Statuts de 1571, car les patriotes se sont réservé le droit de modifier les lois et de juger en dernier ressort.

3) L'assermentation des notaires par le préfet ne prouve pas que ce dernier soit souverain, car cette assermentation n'est qu'un simple accessoire de son droit de juridiction, conféré par les dizains sous certaines réserves.

4) Le préfet n'est pas souverain parce qu'il frappe la monnaie, car il ne le fait jamais sans demander l'autorisation des dizains.

5) L'évêque n'est pas souverain parce qu'il entretient le bourreau et dispose du droit de grâce : l'entretien du premier est une charge grevant son droit de confiscation ; quant au droit de grâce, il lui est reconnu par simple convenance.

6) La légitimation d'un bâtard, faite à l'insu des dizains, ne saurait en aucun cas constituer une preuve de souveraineté.

IV. L'évêque n'est pas membre du « souverain Etat » : si le mémoire du chapitre exige la reconnaissance de ce droit, c'est bien qu'il ne l'a pas possédé jusqu'ici. Il veut l'obtenir afin de recevoir désormais toutes les circulaires diétales. Mais, tant que le préfet convoquait les diètes, il est évident qu'il ne s'adressait pas ces circulaires à lui-même. Et depuis qu'il a été justement privé de ce droit, lors des intrigues de Hildebrand Jost, qui voulait restaurer la souveraineté des princes étrangers, les Valaisans n'allaient pas lui reconnaître le titre supérieur de membre de l'Etat. Si, dans la pratique, on lui a communiqué plusieurs circulaires, c'est un abus.

On prouve que l'évêque n'est pas membre de l'Etat en démontrant qu'il n'est pas souverain. Mais on peut tirer la même conclusion des arguments suivants :

1) Le préfet ne siège pas dans tous les conseils souverains, mais seulement dans ceux où le bailli le convoque.

2) Il n'a point part aux avantages que les dizains retirent de leurs sujets.

3) Il n'a que le dernier suffrage en diète.

4) Il n'a plus d'avis à donner quand la majorité des dizains s'est prononcée.

5) Il n'est jamais chargé du petit conseil.

6) Il n'envoie pas de députés dans les comptes du sel.

7) Il ne touche pas les « argents de paix » mais une simple pension du roi de France.

V. Si l'évêque était souverain ou membre de l'Etat, il en résulterait des conséquences dangereuses pour le pays : en effet, ou bien les patriotes deviendraient ses sujets, ou bien il faudrait reconnaître à l'évêque une voix souveraine, à l'instar d'un dizain. Il y aurait alors huit voix souveraines et, en cas d'égalité des suffrages, seule la force pourrait trancher. De plus, il faudrait reconnaître au préfet une part aux « argents communs », ne pas tenir de diète ni conclure d'alliance avec l'étranger sans son concours.

Il s'ensuit que les dizains ne doivent donc pas céder le moindre de leurs droits souverains. Tout au plus l'Etat pourrait-il faire quelques concessions en ce qui concerne l'élection de l'évêque, notamment en ne paraissant plus aux élections à l'église, et en remettant l'épée de la préfecture au cours de la diète seulement.

VI. Le chapitre n'a aucun droit de siéger régulièrement en diète : en effet, il ne saurait avoir plus de droits que le préfet, qui n'est pas membre de l'Etat. Il n'est jamais venu en diète que sur convocation, et pour des affaires d'ordre ecclésiastique. Il siège aussi pour la nomination des trois « chefs de la patrie », mais c'est pour éviter une disparité de voix. Enfin, il est dit plus haut qu'il ne pouvait être un « tiers » dans l'établissement des Statuts.

VII. Conclusions :

1) Les dizains n'ont pas porté atteinte aux droits du clergé.

2) Les changements survenus dans les droits de la préfecture, au XVII^e siècle, ont été opérés à bon escient.

3) Le préfet n'a jamais été souverain du pays.

4) Il n'est pas membre du souverain Etat et ne pourrait l'être sans inconvénients pour la tranquillité du pays.

5) Les dizains, qui ont chassé les princes étrangers, sont les vrais souverains du pays. Ils ont été reconnus tels, en 1627, par arbitrage de la France, de la Savoie et des Cantons catholiques. On ne saurait

suspecter d'hérésie cet arbitrage, car on y déclare que le Valais maintiendra la foi catholique. Dès lors, les dizains ont respecté scrupuleusement leurs engagements. Si le chapitre a été contraint, au XVIII^e siècle, à reconnaître la souveraineté des dizains, ce fut à juste titre, et ces derniers entendent maintenir leurs positions.

Telle est l'argumentation essentielle du mémoire Burgener. Nous nous bornerons ici à publier le texte allemand et la traduction française contemporaine, accompagnée de quelques explications et références.

En ce qui concerne le texte allemand, nous reproduisons le manuscrit tiré du fonds de la Bourgeoisie de Sion (*A*), car on peut présumer qu'il s'agit d'une expédition officielle destinée au dizain de Sion ; nous donnerons en note les variantes empruntées aux autres textes (*B*, *C*, *D*), sans nous arrêter aux nombreuses différences d'orthographe, de ponctuation, d'accord, etc.

Beschützungs Vorschlag der Souveranischen freyheit...

[I] Ob zwar die 7 Souveranische Zehnden aus erheblichen Ursachen ein anzahl der Jahren sich eingehalten denen von dem Hochwürdigen Capitell anno 1735 den 9ten 7bris in Truck ausgegebene beweg-ursachen umb sich in denen Landträthen den ordentlichen einsitz zu bewerben¹, und dem anno 1757 den 18ten May ohngereimbt² begehren eines abscheydts als einem Sandtsglidt in offendtlicher widerlaag zu widersetzen, so haben iedoch die abgesandte Loblicher gesagten Zehnden in Undterscheidtlichen Conferenzen obuermelten Herren Dombherren die nichtiggkeit solcher ohngegründeten ansprachen also sonnen klar vor die augen gestellt, dass es scheinte, es habe ein hohes Capitell die selbe erkönnet, gebillichet, und obuermelten ansprachen sich völlig endtschlagen.

Wider alles Verhoffen aber seyendt³ anno 1752 den 7ten Aprillen bey lehrstehenden Bischofflichen sitz obuermeldte ansprachen nicht nur neüer massen auf die bahn kommen, sonderen es hat ein Hoch Capitell sich des möhreren erfrechet die 7 Zehnden zu beschulden und zu betadlen, das sie so wohl die Rechte des bistumbs als des dombs Capittels zu undterscheidlichen mahlen zimblich kräncken und verletzten, welche kläg dann folglich anno 1756. in dem Meyen Landtrath von Ihr gnaden Bischoff selbst in einem schriftlichen Memorial

¹ *C* : erwerben.

² *A* rend généralement le préfixe un- par ohn-.

³ *D* : seit.

seyendt erneüweret worden, in welchen der selbe sich beklaget, das mit billichen missuergnügen er erfahren müsse, wie das die bischofflichen Rechtsambkeiten von Zeitten zu Zeitten, ia schier gar jährlich gezmähleret und geschwächet werden, sonderbahr da ihme keine Circular brieff mehr zugesendet werde, als wann er kein glidt eines Hohen Standts wäre, folglich in causis majoribus et ordinarijs das ist in allen die Circular brieff begehre, wie des mehreren solche Kläg in originalien zu ersehen.

Da nun ihr Gnad Bischoff und sein Hoch. Capitell durch solche ohngereimte kläg und ansprach die 7 Zehenden erstlich einer von zeitten zu zeitten, ia einer schier Jahrlichen Verletzung, kränckung und Verschmählerung der Rechtsamkeiten des bistums und seines Capitells beschulden und beladen, und bey abermahliger lehrstehender sessel schon widerumb für ⁴ die Rechte der kirchen mündtlich vor dem Landtshauptmann und schriftlich in übersendeten brieffschafft protestiren, als wann die 7 Zehnden sich des lasters des Kirchen-raubs hätten oder wolten beschuldigen.

Andertens aber durch obuermeldte ansprachen Ihr Gnad Bischoff und das Hoch. Capitell in die Souverainische freyheit einen einbruch zu machen sich erfrechet, da sie als Standtsghlider wollen erkönnen seyn, so lasset sich nunmehr bey so höchst verletzlichen klägen und höchst nachteiligen ⁵ ansprachen nicht mehr schweigen und einhalten ⁶, alldie weilen sie allzulangmuthige geduld zu höchster unehr und schade bey der nachwelt könte ausschlagen, und alle Vorstände ⁷ des weltlichen standts einer nicht geringen saumbsinnligkeit beschuldet werden, ist also zu ihrer und ihren Preiswürdigen Vorfahren beschützung der ehr und gutten nammen, wie auch ⁸ zu erhaltung der edlen lieben freyheit ohnumbgänglich nothwendig zu reden, zu widersprechen, und sich zu verthätigen, in hoffnung, es werde ein solche Verthätigung zu höchsten Vergnügen der Hoch. geistlichkeit im Vatterlandt gereichen, alldieweilen durch selbe ihre eigen Vätter und nächste befreündte von dem laster des kirchen raubs gerechtfertiget werde. Nun dann, da nicht nur die höchste nothwendig, sonderen die geleistete eydtspflichten ein ieden Vorstände verbindet zu reden, und zwar mit wahren grundsätzen, und nicht mit fliegenden wörtern sich zu verthätigen, alldieweilen die schwöhre des geschöfts und absonderlich des kirchen raubs und der bischofflichen Rechten, in welchen die klag bestehet, ein solches erforderet.

⁴ C et D : vor.

⁶ C omission : einhalten.

⁸ C et D omission : auch.

⁵ B omission : klägen und höchst nachteiligen.

⁷ C : Vorsteher.

[II] Dises dann Umb⁹ desto Umbstandlicher zu Vollziehen, so soll und ist beforderist zu ersuchen, in was dann die bischöfliche Rechtsambkeitten seiner kirchen, über deren Verschmäherungen die klag sonderlich geht, würrlich bestehe, oder auch vor disen möchte bestanden seyn, damit erkönnet werde, ob von den selben edtwas seye endtzogen und verschmäheret worden. Es bestehen dise so Vile bekandt, in der Bischofflichen gerichtbarkeit, in geistlichen kirchen Rechten, und gütteren, erkanndtuss und einkünften und geistlich von Ihro Pabstlich heiligkeit ertheilten gwahlt.

Das nun aber in disen bischofflichen und kirchenRechten von den 7 Zehnden auch im mindesten edtwas seye Verletzet und Verschmäheret worden, wissen sich¹⁰ die 7 lobl. Zehnden ein mindesten nicht zu erinnern noch zu beschulden, stehet also einer hoch. geistlichkeit bey¹¹ als kläger, die endtzogen, verschmählerte Rechtsambkeitten des bistumbs und der kirchen zu erweisen, und die pflichtsammen seelen sorgfältigkeit verbündet sie uns das enndtzogene vor augen zu stellen, umb das selbe ersätzlich zu machen oder Cristliche¹² liebe verbündet sie, fahls nichts wie wür sicherlich können hoffen, kann erfunden werden, mit solchen ehr uerletzlichen klagen ein zu halten, dann es ist die klag der verletzung der bischöflich und kirchen Rechten ein solches laster in einem Catholischen Cristen das dissen anmassung ohne Verliehrung aller ehr und gutten ruffs nicht kann noch soll geduldet werden.

Es wird aber ein hoch, geistlichkeit dises begehren der aufweisung der klagen mit dem bischöflichen Memorial in edtwas beandworten, alldieweilen in dem selben die klag über die nicht übersendete Circular brieff endthalten ist, als wann er kein glidt eines hohen Standts wäre.

Es befindet sich aber in diser klag ein solche Vermischung der geistlich und weltlichen Rechtsambkeitten, die sich von selbst wider sprichet, dann wie sollen die bischöfliche und kirchen Rechten die einzig und allein als geistliche gütter von dem¹³ Päbstlichen Stuhl abhängen schaaden leiden, da den Praetendirenden weltlichen Standts- glidt die Circulares, so mit den bischöflichen kirchen rechten nichts gemeines haben, nicht zu gesendet werden, das weltliche Standts glidt wurde durch solche übersehung in circularibus verletzt, und nicht die bischöfliche kirchen Rechtsambkeitten, ist also dise erstere klag sehr übel gegründet. Auf besseren grundtsatz aber wäre ein solche klag verleget, wann bischoff könnte erweisen, das er ein Standts glidt gleich übrigen Zehnden wäre, zu einer solchen herrlichen Souveranischen

⁹ B : nun.

¹¹ C et D : zu.

¹³ D omission : von dem.

¹⁰ D omission : sich.

¹² B, C et D : die - .

Rechtsambkeit hat er aber nit den mündesten zutritt, alldieweilen dises Hoche Recht mit dem geistlichen Rechtsambkeiten niemahlen edtwas gemeines gehabt. Kann also Bischoff als bischoff die Circulares niemahlen mit grundsatz begehren.

[III] Es wird aber allhier ein Hoch. Geistlichkeit widersetzen, das wann Bischoff, als bischoff nicht als ein weltliches Standts glidt könne seyn, so gebühre ihme doch solches als Praefect in anschauw der ihme conferirten¹⁴ Praefektur. wann nun aber Bischoff aus kraft der Praefektur pretendiret ein Standts glidt zu seyn, so muss nun aber wohl erweget werden, was dann für Rechtsambkeiten die Praefectur in sich endthalte.

[1] Das wörtlein selbstn gibet an tag, das ein Praefect ein Vorgesteller, oder Vorgesetzter seye¹⁵, und muss hiemit iemandt haben, der ihne Vorsetze oder Vorstelle, und folglich einen oberen haben, dise Obre¹⁶ aber seyndt die 7 löbl. Zehnden als welchen nach Veriagten främbden fürsten keinen obren mehr erkönnnet, sonderen sich des Souveranischen Rechts bemechtiget, und aus dessen kraft dem Praefecten ieweillen das schwerdt an tag der erwehlung übergeben mit eben ienigen Vorbehalten, wie Vorige käysser und Carolus 5tus Cardinali Mathaeo die Praefectur bestätigt, nemblich iedoch mit Vorbehaltener Superiorität und der Hohen Herrlichkeit cum banno oder straff hundert marck feines goldt dem keysserlich fiscal zu zufallen. Welches dann sonnen klar erweysset, das die Souveranität bey der käysserlichen kron und Scepter verbliben, wohin auch die auferlegte buss sich hat verfallen sollen [2] und folglich die Praefectur nur allein ist conferirt worden mit Vortragung des Schwerdts, sambt hohen Mittleren, und nideren gerechtigkeit das ist stock und galgen, wie annoch heüttiges tags andere möhrere Jurisdictionen in dem Vatterlandt mit ebenmässigen Expressionen in den schriften der frey gerichten, wi so¹⁷ gar bey einigen Adelichen particular famillien, der gleichen Rechtsambkeiten mit stock und galgen sich eingerichtet befinden, welche aber dennen selben eben¹⁸ so wenig als ob vermelte Confirmation den bischoff zu einem Standts glidt erhöhen, wohl aber hat die selbe den bischoff zu einem käysserlichen Vasallen beförderet.

Kann nun Praefect sich auch nicht schmeichlen, als ein Standts-glidt angesehen zu werden, so wird¹⁹ ein Hoch. geistlichkeit durch²⁰ den in seinem Memorial de anno 1735 citirten Tractat Waltheri Supersaxo de anno 1477, zu einem Standt oder gar Souveranischen Herren

¹⁴ D omission : ihme conferirten.

¹⁶ C et D omission : Obre.

¹⁸ C omission : eben.

²⁰ D omission : durch.

¹⁵ C omission : seye.

¹⁷ B et D : ja so.

¹⁹ C et D omission : so wird.

wollen erhöhen, mit folgenden darinnen endthaltnenn wörtern : *Ita ut Sit unus Dominus Spiritualis et temporalis in tota patria*, es müssen aber von ²¹ disem *actu* nicht nur allein dise wörter erweget werden. sondren die gantze substanz, welche da handelt von der gerichtbarkeit, und kein einzige meldung von der Souveranität geschichet, und folglich die Landtsleüth demselben die weltliche Jurisdiction, gleichwie er schon die geistliche hatte auss zu üben und zu ertheilen übergeben, also das ²² ein nemblicher geistlicher und weltlicher herr der gerichtbarkeit seye, solte aber das wörtlein Herr die Souveranität nach sich ziehen, so wurden in dem Vatterlandt nicht Hoche Herren ²³, und folglich Souveranische Herren gefunden werden, und es haben in disem die liebe landtsleüth nach erworbener freyheit eben das Jenige gethan, was an einem freyen Volck wohl anständig und der gerechtigkeit gemess ist gewesen, nemblichen wohl erkönnnet, das ihre erworbene freyheit sie iedannoch nit von der Undtergebnus der gerichtbarkeit endhebe, des wegen sie dieselbe aus zu üben sich eben dem Jenigen Praefecten anuertrauwet, welchem schon in Vorigen Zeitten die selbe *Reservata Superioritate* wie oben gemeldet ist, anvertrauwet worden, und folglich ihme bischoff als Praefect nichts als die gerichtbarkeit lebenslänglich zu üben übergeben.

Wie solches Jodocus von Sillinen in eben dem von dem Hoch. Capitell ausgegebenen memorial citirten tractat de anno 1490, von selbst bekönnnet mit folgenden wörtern : *Nos Epus. Praefectus* ²⁴ *ac Nos Universitas hominum 7 Disenorum* : wohl zu merken, *ac Nos* aus welchem worth und wür die gemeinde der 7 Zehnden ²⁵ klar erhöllet, das sie nicht Bischoffliche Undterthanen sonderen Contrahirende Partey mit Praefect gewesen ²⁶, *cum a longissimis temporibus Ecclesia Sedunensis in occupatione Jurisdictionis*, und folglich nit in besitzung der Souveranitet, sonderen von den ältesten Zeitten her nur in bemühung der gerichtbarkeit gewesen seye, welches dann abermahlen sonnen klar erweisset ²⁷, das von den ältesten Zeitten her Praefect niehmalen anderst als die gerichtbarkeit ausgeübet habe, so haben die liebe Landtsleüth abermahlen allein die gerichtbarkeit halber eine Vereinigung mit gemelten Praefecten gemacht, mit Vernichtung aller vorigen tractaten mit folgenden wörtern : *quod omnes transactiones jam pridem factae et vanae sint eo quod altera partium alteram*

²¹ D : in.

²³ C et D : nicht Hoche Herren mehr.

²⁵ B, C et D omission : der 7 Zehnden.

²⁶ C et D : ...nicht Bischoffliche Undterthanen sie gewessen sondern freye mit Praefect Contrahirenden Partey. — B réunit l'une à la suite de l'autre les deux citations latines ; adjonction : sey.

²⁷ D : eben beweisset.

²² D : das es.

²⁴ C adjonction : etc.

*quittare debeat*²⁸ *de cunctis actionibus et quaerelis de toto tempore praeterito usque in diem praesentem ad causam praemissorum exortis.*

Die weilen²⁹ nun diser Tractat alles Vorige was in allen Verloffenen Zeitten aus ursach des obendthaltenenn *ad causam praemissorum* endtstanden, Vernichtet und in dem Vorigen tractat aber die einrichtung der gerichtsbarkeit Verhandlet wird, so werden folglich alle Tractät, so in Vorigen Zeitten gerichtsbarkeit halber gemacht seynd worden, völlig sambt obgemelten Waltherischen Tractat, auf welchem die Hoch. geistlichkeit sich so Vill gesteiffet, vernichtet, in deme aber haben sie sich gegen einander verbunden, das bischoff Jost von Sillinen, wie schon oben gemeldet, *in occupacione* das ist in übung oder bemühung³⁰ der gerichtsbarkeit und nicht *in possessione* das ist in bessitz oder eygenthumb, sonderen nur in ertheilung der gerechtigkeit mit gewissen in dem Tractat endthaltenen bedingnussen solle verbleiben, *Quod nos Epus. habeamus omnimodam Jurisdictionem altam, bassam, etc. sub conditionibus et Capitulis infra scriptis*, hat nun bischoff nicht anderst als mit gewissen bedingnussen die gerichtsbarkeit aus zu üben gehabt, so ist unlaugbar, das er kein Souveranischer³¹ gewesen seye, welche sich nichts lassen vorschreiben von ihren undterthanen, sonderen die 7 Zehnden seynd schon dazumahl in besitz der Souveränität gewesen, des wegen sie ihme bischoff bedingnussen Vorbehalten könne³²; ist also auf obigen genugsamb erwissen, das die³³ zwey in dem Capitularischen manifest citirte tractät von der Souveranität nicht das mindeste melden, und folglich dem bischoff als Praefect die Jurisdiction aus zu üben, wie es anoch heüttiges tags geschiehet, ist anuertrauwet worden. [3] ist es aber, das ein Hoch. Capitell will behaubten, das bischoff einmahl seye³⁴ ein Souveranischer Herr in dem Vatterlandt gewesen, und die Landtsleüth seine Undterthanen, so sage an das Jahr, in welchem seine königliche Regierung den anfang gemachet, damit mann ihnen durch authentische beweisstumb könne vor die augen Stellen, das sie mit sambt den landtsleütthen ieweilen die in dem Vatterlandt Regierende frömbde fürsten für Souveranische häubter erkönnen, bis und so lang das, wie obgemelter Jost Von Sillinen tractat meldet, durch tapferkeit der Landtsleütthen die frömbde fürsten Veriaget, die Souveranität mit ihrem eingnen bluth erworben und den bischoff als Praefecten widerumb in aussübung der gerichtsbarkeit gesetzt. Und bild sich nur niemand ein, das ein in die freyheit gekommenes Volck grantanter freywillig, wie der actus meldet, in die bischöffliche Undter-

²⁸ *D* : cessae et vasae. — *C* : debeant.

³⁰ *D omission* : oder bemühung.

³² *D omission* : könne.

³⁴ *D* : seie einmal.

²⁹ *C et D* : alldieweilen.

³¹ *D adjonction* : herr.

³³ *C* : sie.

thänigkeit Verleget habe, das harte Joch der Underthanigkeit hatte sie allzu hart und zu lang getrucket ³⁵.

Dann wie auss alten Croniqen abzu nemmen ist, so ist wallis bis an 430 undter der Römeren schutz gestanden, von 430 bis 526 ³⁶ undter dem Joch der Burgunder so vormahl wandali gewessen, geseüffzet, von 526 bis 888 undter franckreich, von 888 bis auf 1034 widerumb undter dennen burgunder königen, von 1034 bis auf 1250 undter den teütschen kaysseren von anno ³⁷ 1250 hat Wallis angefangen die freyheit zu genüssen, welche iedoch dann und wann ist undterbrochen worden durch gewaldt frömbder potenzen besonders der graffen von Savoye so endtlichen gegen 1475 gäntzlich seyndt Veriagt worden und die Souveranität sambt allen abhangenden Recht an die lob. Zehnden gefallen ist in Vorigen Zeitten aber die Souveränitet von dem Kayssern Vorbehalten, wie solches schon oben erwissen *una cum banno fisco Imperiali devolvendo*, dessen zu möhrer prob ist in den schriften der ienigen Zeitten zu lessen das die schreiber zu dem beschluss allzeit eingesetzt den nammen des Regierenden kaysers über das Vatterlandt und den nammen des vorstehenden bischoffs : *N. tali Imperatore Imperante, et tali Epo Episcopante*.

Ferners wird annoch heüttiges tags erweisen, das der kaysser nicht der Souveranität des Vatterlandt endtschlagen ³⁸ wollen de anno 1697 in dem Rysswickischen fridens tractat alle puissanzen ³⁹ das Wallis landt als eine freye Republic erkönnnet, der kaysser aber es nur allein ⁴⁰ mit folgenden wörteren betittlet : *Septem Desenos seu Jurisdictiones Vallesiae*, wohl zu mercken *Jurisdictiones Wallesiaie*, die weilen keyser nicht anderst als eines ieweiligen bischoff als Praefect die Jurisdiction und nicht die Souveranitet conferiert habe, mit einem worth alles stimmt ein, das Bischoff als Praefect kein Souveranischer Herr in dem Vatterlandt iemalen gewesen seye, mit hin die 7 Zehnden seith denen Veriagten frömbden ⁴¹ die souveranitet allzeit besitzen, dem zu folg sie Pündtnussen Verträge mit Bapst, könig, fürsten und freyen ständen, theils ohne bischoff und Praefect, theils mit bischoff *in Capite quâ Praefectus* eingerichtet und beschlossen, welche erste benambsung in dem actu dem bischoff eben so wenig zu einem Souveranischen Herren erhebet, als den dermahlen in den Pündtnussen zu erst benambsten Landtshaubtmann. Ferners haben ⁴² die 7 Zehnden zu beweistumb ihrer Souveranischen freyheit, das sie in dem gantzen

³⁵ D : allzu lang und zu hart getrucket.

³⁷ B omission : anno.

³⁹ D : puissances, en français.

⁴¹ B, C et D adjonction : Fürsten.

³⁶ C et D : 500.

³⁸ C et D : sich endtschlagen.

⁴⁰ C et D omission : allein.

⁴² C et D : geben.

Vatterlandt folglich auch⁴³ in denen dem Praefecten⁴⁴ conferirten *Jurisdictionibus* das Militarische Regieren, die Officier setzen⁴⁵, die mustrung machen, die waffen zu ergreifen, in ihren eigene kösten ins feldt ziehen, und folglich auch in disem ihre Souveranische Regierung erweisen.

Zu fernerem beweistumb dinen annoch das die 7 Zehnden allein und zu allen Zeitten die Souveranische Nutzbarkeiten von denen Underthanen beziehen, sambt königlichen pensionen und fridtgeldteren, bis endtlichen ein frantzösischer Ambassadeur mit nammen Cravel dem bischoff von dem könig eine pension von 400⁴⁶ Thaler erbetten welche da nichts gemeines hat mit deme lauth Pündtnus den 7 Zehnden schuldig gebührenden fridtgelteren.

Hier wird nun endtlichen die grosse frage endtstehn, wann dann bischoff kein Souveranischer Herr, und kein Souveranisches Standtsglied seye, warumben er dann in denen landträthen einsitze, allwo die Souveranische geschäften erweget werden.

Dises zu beandworten so ist wahr zu sagen, das Bischoff als Praefect allzeit denenn Landträthen beygewohnet habe, und zwar dises umb so nothwendiger in dennen ienigen Zeitten, allwo er die Landträthen selbst bescriben, und die 7 stimmen von denenn Zehnden eingesamlet. Es ist aber allhier wohl zu erwögen, das die Souveranische Landtsgeschäfte in den Landträthen nicht tractiret, sondren nur Vorgeschlagen und nicht können beschlossn, sondren müssen ad refferendum genommen werden, und folglich die 7 Souveranische stimmen nach Verlessenen abscheydt der Zehnden Räthen endtschieden werden, deren meinungen dann in dem ersten Landrath erkläret werden, über welche Majora oder das möhrere der stimmen, noch bischoff noch Landtshaubtmann edtwas zu möhrern oder zu minderen haben, ia gar nicht mehr befraget werden. In denen aber in den tagbrieff endthalten gewöhnlichen⁴⁷ geschäften, über welche die abgesandte der Zehnden macht und gewaldt empfangen, hat bischoff und Landtshaubtmann eine ebenmässige stimmen wie die gesagte H. gesandte der Zehnden⁴⁸, iedoch mit disem Undterscheidt, das bischoff allzeit und der Landtshaubtman die ledste ihre stimmen geben, in dennen Appellationen aber von dennen sentenzen des Praefecti hat es mit dem mehreren der 7 stimmen sein Verbleiben, alldieweilen dise durch HH. gesandte der 7 Souveranischen Zehnden durch ein endtliches Urtheil endtschieden⁴⁹ worden und wann schon in älteren⁵⁰ Sentenzen zu lessen

⁴³ *D omission* : auch.

⁴⁵ *B* : zu setzen.

⁴⁷ *C et D* : ordentlichen.

⁴⁹ *B* : zu endtschieden. *A* : zu *est biffé*.

⁴⁴ *C* : der Praefectur.

⁴⁶ *C et D* : 700.

⁴⁸ *D* : 7 Zehnden.

⁵⁰ *C et D* : in den älteren.

ist *Baillivus pro Reverendissimo*, so Probieret dises nicht sonderes⁵¹ als das Reverendissimus als Praefect lauth Sillinen tractat in aussgebung⁵² der ihme anuertrauten gerichtbarkeit der erste richter seye gewesen, Ballivus aber als statthalter in hac parte der⁵³ Urtheil praesidiret und sambt den von 7 Souveranischen Zehnden H. abgesandte das Recht gesprochen habe⁵⁴.

[1] Es scheint aber es wolle das Capitularische memorial einen grundsatz machen der Souveranitet des Praefecten, das er Pündtnuss ohne die landtsleüth geschlossen.

Es kann wahr seyn das Bischoff nit zwar wahre Pündtnussen⁵⁵ wohl aber Verträge mit benachbarten Ständen gemacht, dann Pündtnussen erfordern hilfsuolcker, welche bischoff allein niemahlen hat versprechen können, es seye dann, das er ein Souveranischer Herr seye gewesen, die Verträge aber können mit eben ienigen grundsatz vernichtet werden, mit welchen das Capitularische Memorial die von den 7 Zehnden ohne den Praefecten gemachte Pündtnussen zu Vernichten sich erfrechet, nemblich von wegen abgehnden macht und gwahlt, wohl aber haben die freye Souveranische Landtsleüth wie sie es Versprochen, selbe bewerkstelliget, und folglich als Souveranische Stande die Pündtnussen mehrmahlen Rechtmessig erfüllet.

[2] Anderstens steiffet sich gesagtes Memorial umb des Praefecten Souveranitet zu erweisen, auf das eingerichtete Landtrecht, praetendirend, das Praefect ein drittel und Capitell ein drittel, in dessen aufrichtung gemacht habe.

Es thut aber die einrichtung des Landrechts wahrhaftig die Souveranitet der 7 Zehnden bekräftigen da sie als Souveranische Herren mit ihren erwöhlten Praefecten umb die gattung der gesetzen, wie er solle die gerechtigkeit ertheilen, tractiret, die appellungen, wie schon oben gemeldet Vor sich selbstn behalten, und wann es das mehrere der Zehnden für guth erachtet, abändern zu können welche Vorbehaltungen und abänderungen niemandt als Souveranischen Landtsleüthen gebühret, und wann schon Praefect mit seinem Capitell begleitet der erste in Proemio des landtrechts gemeldet, so hat solche ehren stelle ihme als Praefect gebühret, und machet solches kein Recht zur Souveranitet eben so⁵⁶ wenig als dem heüttiges tags zu erst in Pündtnussen und übrigen tractäten gemeldten Landtschubtmann.

⁵¹ C et D : anders.

⁵² C et D : ausübung.

⁵³ D : in der.

⁵⁴ C et D adjonction : in welcher übersendung der Gesandten die Souveranitet abermahl erhellet.

⁵⁵ C et D : von Pündtnussen.

⁵⁶ C : dann so.

Wohl aber erweisset, das solche den 7 Zehnden zu ständig seye, das Hildeprandus De Riedmatten ein eyffriger Verthätiger, Verfechter⁵⁷ der Rechtsambkeitten des Praefecten freywill erkönnet und bekönnet anno 1574 den 25ten May⁵⁸ in der Vorred des Landtrechts, das die 7 Zehnden seyen eine freye Republic und freyes Volck *tota Respublica omnium septem Desenorum*, er sagt Gott habe ihnen die guldene freyhait gegeben, *a Domino*⁵⁹ *tibi concessa libertas tua, Patria!* und dise freyheits betittlung hat er gezogen auss dem elteren Landtrecht, wie es in der Vorredt scheinet.

[3] Drittens soll zu erweissung oberwendten⁶⁰ Souveränitet ein Stafel machen das Recht, so der Praefectus hat die Notarios zu beeydigen.

Darüber wird geantwortet, das da die 7 Zehnden dem Praefecten das gericht zu ertheilen anuertrauwet wie das Capitularische memorial meldet, und demme zu folg er die Richter beeydiget. So hat ihme freylich auch gebühret die beeydigung der Schreiberen und gerichts Curialen, iedoch aber mit einer in dem landtrecht ihme Vorbehaltener bedingnuss und ausnamb⁶¹, das er keine frömbde schreiber beeydige; exception und Vorbehaltung, so abermahlen niemand als Souveranische Herren gebühret gegen ihren erwöhlten Praefecten.

[4] Viertens soll das müntzen der wahre grundsatz seyn der bestützenden⁶² Souveranität des Praefecten.

Es erweisen aber die Abscheydt, das Praefect die erlaubnus zu müntzen von denen 7 Zehnden allemahl genommen, für dise erlaubnus und einwilligung ein anständige erkandtnus gegeben, und folglich annoch seyndt über das Müntzwesen zwey Jnspectores von den Zehnden bestellet worden, deren die ledstere zwey gewesen weylant Landts-haubtmann Eugenius Courten und Burgermeister Bertod von Sitten mithin ist ia der Verlehennde ein Souveranischer Herr in solchen königlichen Rechten, und nicht der ienige so Verlehent, mithin haben sich die 7 Zehnden in dem Müntzwesen sonderlich als⁶³ Souveranische Herren erzeugt und als solche auch ohne den Praefecten gemüntzet, wie solches die gepregete müntzen annoch heüttiges tags erweisen.

[5] Fünftens soll die Souveranität des Praefecten in edtwas⁶⁴ an tag geben die erhaltung des scharpfrichters und die dann und wann zu gelassen begnädigung der Urtheil über die Maleficanen.

⁵⁷ C et D : und Verfechter.

⁵⁸ B : 1474 den 21. May — C et D : 1574, den 21. May. — *Il s'agit du célèbre Landrecht de 1571. Sur la date de son entrée en vigueur, cf. A. Heusler, Rechtsquellen des Cantons Wallis, Bâle, 1890, pp. 35-38.*

⁵⁹ D : Deo.

⁶⁰ C et D : ansuchen.

⁶¹ B omission : als.

⁶² C et D : oberwehnnter.

⁶³ B, C et D : besitzenden.

⁶⁴ B omission : in edtwas.

Was das erstere anbelangt, so gebühret billicher massen die erhaltung des scharpfrichters dem Jenigen, so in ienen Zeiten auch die Confiscation bezogen, und annoch heüttiges tags in einigen Zehnden beziehet; in den übrigen Zehnden stehet es frey durch disen oder einen andren umb den zu vor theür genug bezahlten lohn sich bedienen zu lassen.

Die begnadigung aber oder Villmehr Vermildterung der Urtheil ist ein dem Praefect wohl anständige Vorbittung, so kann zugesagt werden⁶⁵, oder nicht zugesagt werden, wie vor Zeiten und eben im Verloffenen Jahr 1758 ist erwissen worden ist aber das der Praefect pretendiret ein königliche begnadigung, so das leben schenken kann, so erweise er, das er Jemahlen ein könig in dem Vatterlandt gewesen seye, und ein solches königliches Recht gebrauchet haben.

[6] Sechstens soll die legitimations actus eines unehelichen von Troistorrens als ein Souveranischer actus angesehen werden⁶⁶.

Wann nun aber ein solcher in abwesenheit und Unbewust der Souveranischen Zehnden gemachter actus⁶⁷ nach sich ziehen solle das Souveranische Recht, so ist zu bewunderen das Praefectus sich nicht mit mehreren dergleichen actus Versehen hat, der eine mehre anzahl absente parte⁶⁸ in abwesenheit der Zehnden hätten geschehen können⁶⁹ [IV] bey nun mehro Vernichteten Souveranität⁷⁰ des Praefecten, so will gesagtes Memorial wenigist behaupten, das Praefectus⁷¹ solle als ein Souveranisches Standts glidit erkönnet⁷² werden.

Gantz recht hat⁷³ gesagtes Memorial sich der wörteren zu gebrauchen, das Praefectus als⁷⁴ ein standts glidit solle erkönnet werden, welches klar antag gibet, das er bis dahin kein solches gewesen, hat also ursach für⁷⁵ das künftige ein solches Recht⁷⁶ zu begehren, damit ihme gleich übrigen Standts glideren alle Circulares, wie er sie in seinem memorial anno 1756 begehret, Communicirt werden⁷⁷, welches Recht aber⁷⁸ kein Praefect niemalen gehabt noch sich erfrechet⁷⁹ zu begehren; dann beuor die Praefecten aus billichen ursachen

⁶⁵ C et D omission : werden.

⁶⁶ D adjonction : weisset Praefectus den selben auf ? *Le copiste saute ensuite les deux paragraphes suivants. Ils sont reportés par une autre main sur une feuille volante. Le copiste respecte le sens, mais ne transcrit pas mot à mot. D'où de nombreuses variantes.*

⁶⁷ D omission : actus.

⁶⁸ B adjonction : das ist.

⁶⁹ D welches obewust der Zehnden wohl hätte geschichen können. Omission : der eine mehre anzahl absente parte in abwesenheit der Zehnden.

⁷⁰ D adjonction : in der Hoch Person.

⁷¹ D adjonction : wenigist.

⁷² C : Mitglid erkläret.

⁷³ D : thut.

⁷⁴ C omission : als.

⁷⁵ D omission : für.

⁷⁶ D omission : ein solches Recht.

⁷⁷ D : laut seinem Memorial Anno 1756 Communicirt worden.

⁷⁸ D adjonction : der Communication aller Circularen.

⁷⁹ D adjonction : hat.

in die ungnaden der 7 Souveranischen⁸⁰ Zehnden gefallen, haben sie selbst die landträth beschriben, und die Circulares in die Zehnden gesendet und folglich ihme selbst keinen Communiciren⁸¹ können, sondren⁸² ist *Collector vocum* gewesen, wie der Landtshauptmann Heüttiges tags ist ; bey⁸³ den Zeitten aber⁸⁴ wohlmeritirten Ungnaden, da der Praefect sich mit frömbden fürsten in Höchst nachtheilige Verstandnussen eingelassen, und durch die begehrte confirmation seiner Praefectur frömbde Souveränische häubter erkönnnet, und widerumb in das Landt⁸⁵ einzuführen getrachtet, haben die 7 Zehnden zu bestraffung des Praefecten⁸⁶ gewislich ihme nicht die mindere Recht endtzogen, das ist die beschreibung des Landtrats und ihme das Herrliche recht gegeben, das ist ihnen zu einem Standts glidt erwöhlet, welches nicht eine bestraffung sondern eine belohnung gewesen wäre. Hier aber wird ein Hoch. geistlichkeit einwenden, das diser persönliche fehler den folgenden Praefecten nicht habe können einen nachteil hinterlassen⁸⁷. Es ist aber weltdkündig, das solche laster⁸⁸ von allen Souveranischen häubteren nicht nur in der persohn des fehlbaren, sondren mit Völliger aufhebung des gleichenn Rechts⁸⁹, oder in den gantzen nachkömlingen ofters bestraffet werde⁹⁰; ist aber ein actus obhanden, das er als ein standts glidt seye angenommen worden, weisse Praefectus den selben auf.

Wahr⁹¹ ist es in dessen, das dem Praefect einige Circulares dann und wann seyen zu gessendet worden, allwo von wegen eintreffenden geistlichen geschäften oder sonsten Landtshauptmann Rath samb erachtet dem Praefecten solche zu communiciren und sonderlich in dem Muntz wessen, wie bischoff in seinem Memorial meldet, allwo und zwar sonderlich von wegen deme Ledtsten gering gepregeten Halbbazen dem bischoff von den benachbarten Ständen mehr kläg und Circulares, als ihme lieb ware Communiciret worden ; als auch bey ienigen Zeitten wo die allzu grosse freündtschaft zwischen bruder und bruder, Vatter und sohn, Eldtren und enckel ein solche Vergünstigung der Circular brieffen Verursachet hatte, aus welcher aber allzu grosser anneigender freündtschaft der übersendeten Circularen mann heüttiges tags schon ein nachtheiliges Recht denen 7 Zehnden beziehen will, also das Praefectus schon die selbe⁹² würcklich an ein Souveranisches Standts glidt begehret.

⁸⁰ *D omission* : Souveranischen. ⁸¹ *D* : zusenden. ⁸² *D adjonction* : er.

⁸³ *D* : nach. ⁸⁴ *C adjonction* : der. ⁸⁵ *C* : Vatterlandt.

⁸⁶ *D : omission* : zu bestraffung des Praefecten. *Substitution* : zu bezeigung ihres ohnwillens gewislich ihme Praefect...

⁸⁷ *D* : machen. ⁸⁸ *D* : fähler. ⁸⁹ *D* : Rechtsamkeiten.

⁹⁰ *D* : ia sogar auch in dem nachkömblingen bestraffet worden. ⁹¹ *D* : mehr.

⁹² *B omission* : die selbe. — *D transpose ces mots après* Standts glidt.

Das aber er kein Souveranisches Standts glidt seye, ist zwar schon oben in edtwas erwissen, denn ⁹³ aber annoch zu ferneren beweissthumb folgende grundsätz :

[1] Freye Democratiche Standts glider sollen in allen Souveranischen Raths Versamblungen sich einfinden, in allen ehren Nutzbarkeiten und Rechtsambkeitten in gleichheit stehe, Praefectus aber hat sich nicht in allen Souveranischen Raths Versamblungen der Rahts tügen gleich anderen Zehnden befunden, sondren nur allein in denenn Jenigen wo abermahlen Landtshaubtmann, wie oben gemeldet, er für guth erachtet, den Praefecte, von wegen eintreffenden geistlichen geschöften oder seinen Jurisdictionen folgenden anligen, wie es eben ⁹⁴ in 7bri anno 1756, nach Catholischer Pündtnuss ander susten gehaltenen Rahtstag, als auch von wegen einigen delinquenten, so in den Jurisdictionen des Praefecten sich aufgehalten, und von franckreich requisitorialiter seyendt begehret worden, es geschehen ist. [2] Praefectus hat auch niemahlen gleich übrigen Zehnden die nutzbarkeiten von dennen Undterthanen genossen auch niemahlen gleich anderen Zehnden in den Landträthen die anfragen genossen, [3] sonderen von unbedenklichen Zeitten her nur allzeit der ledste und [4] über die gelobte oder nicht gelobte artickul des abscheids gar nicht mehr befraget worden, sonderen was das mehrere der 7 Zehnden beschlossen, sich müssen gefallen lassen.

[5] Praefectus hat auch niemahlen den geheimbten Rath, [6] schicket auch niemandt gleich übrigen Zehnden in die salzrechnung, [7] und beziehet auch niemahlen die schuldig den 7 Zehnden gebührende fridtgeldter als allein die ihme guthwillig Vergünstigte ⁹⁵ pension wie schon oben gemeldet.

Ist also folglich kein Standsglidt, weilen er niemahlen die Ehren nutzbarkeiten und Rechtsambkeitten gleich anderen Zehnden bezogen, und dises, alles von ohnbedenklichen Zeitten her, dann in disen Rechtsambkeitten und gebräuchen ist nichts abgeändret worden, sondren bey der in anno 1636, zwischen geistlichen und weltlichen Standt gemachten Vereinigung sein beständiges Verbleiben gehabt, und dises ist sonderlich von dem weltlichen Standt also heilig gehalten worden das niemahl edtwas deme ⁹⁶ zuwider ist vorgenommen worden, oder verordnet ⁹⁷, als eine nachtheilige Ordonanz von wegen der ersten Jnstanz in dem Undteren Wallis über welche aber die Möhre der Zehnden sich schon widerumb zu günden des Praefecten erkläret.

⁹³ D : dienen.

⁹⁵ B : Ungünstigste.

⁹⁷ D adjonction : worden.

⁹⁴ C et D : oben.

⁹⁶ D omission : deme.

[V] Ist also genugsamb erwissen aus obigen, das Praefect kein Souveranischer Herr, weder ein Souveranischen Standts glidt Jemahl seye in dem Vatterlandt gewessen, und auch als ein solcher oder solches niemahlen erkönnet worden, alldieweilen durch solche erkönning die 7 Zehnden in eine Undterthanigkeit, oder wenigist in eine Vollige Verwirrung ihrer freyen Souveranischen Standts Regierung sich müssen Verfallen dann ist er ein Souveranischer Herr, so seynd eo ipso die Landleüth seine Undterthanen, ist er ein Souveranisches Standts glidt erkönnet, so gebühret ihm eine Souveranische stimm gleich übrigen Zehnden, und dises zwahr in allen geschäften und Versamblungen wordurch folglich acht souveranische stimmen endtstunden, wer solle nun bey eintreffender gleichheit der Stimmen das möhre machen, niemandt anderst als der gwaldt, auss welchem dann die gröste Verwirrung und Unheil wurden endtstehn. Ist ferner Praefectus ein Souveranisches mitgliedt erkönnet, so gebühret ihme auch die Nutzbarkeit der gemeinen geldteren mit allem Recht welche wann sie schon dermahlen nicht sollen begehret werden, so wurden sie doch gewisslich in folgenden Zeitten begehrt werden, gleichwie kein Praefectus die Circularen bis dahin alle⁹⁸ begehrt, heüttiges tags aber von wegen einigen aus allzu grossen günsten übersendeten Circular Brieffen schon alle begehrt.

Ist endtlichen Praefectus als ein Souveranisches mitgliedt erkönnet, so kann kein Versamblung oder Rathstag mehr ohne den selben zu beruffen gehalten werden, kein Pündtnuss oder Vertrag mit frömbden Ständen gemachet werden.

Sollen also die Souveranische Zehnden wohl auf ihre Huth seyn in denen Souveranischen Rechtsambkeiten nicht das mindeste zu Cediren noch ab zu ändern.

Mit edtwas milteren Wörteren könnten die 7 Zehnden sich erklären wann edtwas von denenn der Praefectur verminderten Rechten begehret wurde, alldieweilen dise gleichwie sie von ihren Vorelteren als Souveranische Herren selben auss erhöhlichen Urssachen seyndt vermindert worden, auch zur erzeigung ihres gutten willens widerumb in edtwas Veränderet könnten werden. In deme aber darbey dem Praefecten wenig nutzbarkeit zu kommen kunte, so wird auch dis fahls das Nutzlichist und erpriesslicheste seyn, alles bey dem lieben⁹⁹ alten lassen zu geruhen, wie es seith mehr als einem Saeculo ist gepflogen worden, und zwar allzeit in gutten friden als allein bey Jeweiligen absterben der bischöffe allwo bey erwöhlung eines folgenden frischer massen solche streittigkeiten erneüeret werden, und wann solchen nit

⁹⁸ *D omission* : alle.

⁹⁹ *C et D adjonction* : guten.

abzu helffen ist, so wurde es den 7 Zehnden thunlich seyn sich bey der selben Bischofflichen wahl nicht mehr ein zu finden, sondren von dem Pabst ein Bischoff in einen ernämbsten Herren dombherren (wie es das ledtze mahl baldt geschehen wäre) Zu postulieren, oder aber das Hoch. Capitell lauth seinem Eydtspflichten den würdigsten aus ihnen lassen erwöhlen welchem Erwöhlten oder postulirten dann folglich in erster Landtssession in beyseyn einiger Herren dombherren das Sede vacante in der Cantzley durch das Sigill des Landtshaubtmans eingeschlossen schwerdt der Praefectur sambt Vorhaltung des Eydts könnte übergeben werden, und hiemit alle streittigkeitten aus dem weg geraumbt und die so ohnbeliebige als unnützliche von Seitten eines Hoch. Capitell gemachte protestationes eine Endtschaft bekämmen durch welche zwar gesagte Hoch. Herren Vermeinen ihre gewissen zu beruhigen.

Es bringet aber eine zwahr in gegenwarth der party gesagte aber nicht Rechtlich prosequirte Protestaz in dem gewissen und Rechten ¹⁰⁰ mehr schaden als nutzen : überflüssig wäre es von diser ein möhreres zu melden.

[VI] Nothwendiger scheint es zu seyn annoch edtwas von dem praetendirten einsitz der Hoch. Herren zu reden ¹⁰¹, welchen sie als ein Standts glidt sich haben anmassen wollen, ist aber Praefectus kein Souveranisches Standts glidt, wie oben erwissen worden, so folget von selbst, das ein Hoch. Capitell noch Villweniger als ein solches könne angesehen werden, Jedoch ist nicht in abredt zu stellen das selbiger sonderlich in ienen Zeitten, da Praefectus die Landträth beschriben, bey eintreffenden geistlichen geschöften in die Rahts Versamlungen habe können beruffen werden, wie annoch bey ietzigen Zeitten in der ¹⁰² erwöhlung der drey landtshäubteren es geschichet, und zwar bey diser erwöhlung umb ¹⁰³ desto Nothwendiger, damit in dem grossen Rath bey abtretung des Landtshaubtmans eine Ungleichheit der stimmen sich erreigne und nicht edtwann von wegen 4 gegen 4 in gleichheit ausgefallene stimmen ein müssuerständnus endtspringe, das aber das Hoch. Capitell vor disem den Sitz vor dem Landtshaubtman habe genommen, beweisset zu der Souveränitet oder Souveranischen Mitglidt eben so wenig, als das vor disem in denen Pündtnussen und Landrecht Bischoff und Capitell die erste seyndt benambset worden, dann die erste benambungen in den Pündtnussen und Vorsitz geben dem Landtshaubtmann auch kein ansprach ein Souveranisches mitglidt zu seyn.

¹⁰⁰ C : richten.

¹⁰² D omission : der.

¹⁰¹ C et D : melden.

¹⁰³ C omission : umb.

Es erfrechet sich ferners ein Hoch. Capitell In einrichtung des landtrechts von drey Contrahirenden partibus zu reden da doch das gantze landtrecht daruon keine meldung nicht machet, wohl ist der Praefect sambt seinen Capitell der erste gemeldet, welchen die freye Souveranische Zehnden vorschreiben¹⁰⁴ das gessatz wie er ihnen solle die gerechtigkeit ertheilen sich Vorbehaltend darinnen nach ihren belieben und guth erachten zu mehrn und zu minderen, welche exception oder¹⁰⁵ bedingnussen sonderlich die Souveranität der 7 Zehnden erweisset.

[VII] Da nun aus obigen erwissen.

Erstlichen das die in den in Mayo 1756 vorgelegten Memorialen endthaltenn, dem Ehren eines Hoch. Standts sehr nachtheilige kläg der Verkleinerten oder Verschmählerten Bischofflichen Rechtsambkeiten sich gar nicht gegründet befinden.

2tens¹⁰⁶ das der Praefectur abgeanderte Praerogativen nicht ohne ursach sonderen von wegen einer der Edlen freyheit allzu nachtheihligen Verständnus mit frömbden fürsten geschehen, dise abgeänderte praerogativen aber haben dem Praefecten wenig oder gar keinen nutzen, ia einige wurden ihm heüttiges tags mehr schaden beytragen.

3tens ist aus obigen sonnen klar erwissen, das Praefectus kein Souveranischer Herr Jemahlen in dem Vatterlandt gewessen seye.

4tens das Praefectus keine einem Souveranischen standtsglid gebührende Praerogativa genossen habe, auch nicht als ein solches wie Verlanget wird, ohne Vollige Verwirrung der bis daher¹⁰⁷ gepflogenen Standts Regierungs-arth und Höchsten nachtheil der Souveranischen freyheit könne angenommen und erkönt werden. Von wegen denenn inn acht Souveranischen und folglich edtwann gleichheit aussfallenden stimmen.

5tens das die sibn Zehnden seith Veriagten frömbden fürsten ieweilen seyen die wahre bessenzer der Souveranischen freyheit gewessen, und sonderlich darinnen seyndt erkönnet und bestättiget worden¹⁰⁸ anno 1627. Von den beruffene schidtherren von Franckreich, Savoye und Catholischer Ständen, welche durch abscheydt und auspruch erkönnet, und sich erklaret, das die Hochoberkeitliche Souveranität solle den 7 Zehnden zu ewigen Zeitten zu gehören zu stehn, und verbleiben.

Alldieweilen aber ein Hoch. geistlichkeit disen Abscheydt von wegen Undterscribenen Mageran Landtschreiber in edtwas will Verdächtig machen, so ist sie gebetten den gleichfolgenden Artikul in dem

¹⁰⁴ C et D omission : vorschreiben.

¹⁰⁶ B, C et D : andertens.

¹⁰⁸ C et D omission : worden.

¹⁰⁵ C : und.

¹⁰⁷ C et D : anhero.

gessagten abscheydt zu lessen, in welchem Verordnet wird, das der einige wahre Catholische Römische glauben zu ewigen Zeitten lauth aufgerichteten Pündtnussen in dem Vatterlandt solle geübet werden ; durch welches dann aller obuermelter Verdacht in der persohn des Landtschreibers aufgehoben da er dazu mahlen so grundtfest für erhaltung der Catholischen Religion geschriben. Als leben die oft Vermelten Zehnden der festen zu Versicht es werde ihr fürstliche gnade sambt seinem Hoch. Capitell in der Souveranischen Regierung die selbe nicht mehr¹⁰⁹ kräncken, und in der Souveranischen freyheit ohnberühret und ohnuerletzet lassen, wie sie sich anno 1637 so treülich und eydtlich in gemachter Vereinigung darzu¹¹⁰ Verbunden haben, das nemlich sie Bischoff und Capitell von ihren Habenden Rechten wohlbewust, frey und ohnbezwungen die 7 Zehnden als wahre beschützer¹¹¹ der Souveranitet erkonet : *Praefatos Laudabiles 7 Disenos Superioritatis et Souverenitatis hujus Patriae Possessores, liberumque francum ac democritum*¹¹² *Populum et Regimen agnoscimus et libere profitemur.*

Hier will ein Geistlichkeit abermahlen zwar ohne einigen grundsatz vorschützen, sie seyen zu obigen wörteren gezwungen worden, ia sie seyndt mit wahren grundsätzen bezwungen worden, wie sie heütiges tags müssen bezwungen werden, wann aber solche Verwendungen sollen statt und platz haben so könten auch die Loblichen Zehnden auch vorwenden, sie seyen zu allem den ienigen, was das Capitularische Manifest ihnen und ihren Rechten zum nachtheil Vorschützet, wonicht¹¹³ gezwungen wenigist übernommen worden, es ist aber dem nicht also sonderen es waren die damahlige Hoch. Herren gleich ihren Vorfahreren besser als die damahligen bewust und erfahren, das mit allem Recht die 7 Zehnden seyen die beschützer¹¹⁴ der mit bluth und muth¹¹⁵ erworbenen Souveranischen ihnen schon mehrmahlen zu erkandten freyheit.

Herendtgegen haben auch gesagte Zehnden Versprochen, wie sie es heilig gehalten, alle bischöffliche Rechte, Tittel schlösser gerichtsbarteitten, freyheitten, gutte gebräuch und gewohnheitten dem bistumb und seinem Capitell gehörendt ohnuerletzt zu lassen, wider ieder manniglich wer er Seye zu beschützen, welche beschützung Sie annoch in disem Saeculo in der tadt erwissen, aber darumben dermahlen ein schlechter danck empfangen.

¹⁰⁹ C : nicht mehr die Selbe.

¹¹¹ B : besitzer.

¹¹³ C et D : ob nit.

¹¹⁵ B : mit muth und bluth.

¹¹⁰ C omission : darzu.

¹¹² C et D : democraticum.

¹¹⁴ B, C et D : besitzer.

Econtra Nos Ballivus, etc. omnia et Singula jura titulos, castra, Jurisdictiones, privilegia, libertates, exercitia, bonos usus et consuetudines et bona quaecunque ad Episcopatum et Capitulum Spectantia hactenus Laudabiliter usitata, illaesa relinquere; et Requisite ab omnibus et contra omnes cujuscunque dignitatis juvare et conservare pollicemur, superioritate L. 7 Desenorum intacta remanente.

Dise gegeneinander so treulich geschworne Vereinigung haben die 7 Zehnden gantz ohnuerletzt seith mehr als hundert Jahren ihres seits gehalten und folglich in den Rechten der Praefectur nicht das mindeste zu Verändern sich undterstanden, herendtgegen aber hat ¹¹⁶ bischoff und sein Capitell sich erfrecht einen Hochen Souveranischen Standt durch ehr Verletzliche protestationen des Kirchen raubs und Verschmäherung der Bischofflichen Rechten ohnschuldig, wie oben erwissen zu beladen, und höchst nachtheilige ansprachen in das Souveranische recht der 7 Zehnden ein zu greiffen.

Es schmeichlen sich aber oftgesagte Zehnden, es werde nach diser Vorstellung ein Hoch. geistlichkeit von gesagten protestazen und ansprachen abstehn, damit die gesagte Zehnden nicht gemüssiget ia bezwungen befinden ihren Souveranischen gwaldt und authorität wie es die anständigkeit und das liebe Recht erfordert zu erweisen und zu gebrauchen, damit Gott was Gottes, und dem Kayser was des Kayzers zu komme und Verbleibe.

Exposé de la défense de la Souveraine liberté...

[I] Quoique les sept souverains dizains se soient, pour bonnes raisons, abstenus nombre d'années de réfuter par un manifeste public les prétentions du vénérable chapitre étalées dans leur mémorial imprimé du 9 septembre 1735, pour s'arroger le droit de séance ordinaire dans les diètes, ni à leurs frivoles demandes du 18 mai 1737 d'être insérés dans les *abscheids*, ou lettres diétales comme membres de l'Etat, les députés des dits louables dizains ont cependant, dans diverses conférences avec MM. les chanoines, fait connaître si clairement le néant de ces frivoles prétentions, qu'il paraissait que le vénérable chapitre en reconnaissait la nullité, en convenait et se désistait de cette prétention ¹.

Mais, contre toute attente, le vénérable chapitre renouvelle non seulement au temps de la vacance du siège épiscopal, le 7 avril 1752,

¹¹⁶ C et D adjonction : sich.

¹ Note marginale : « le chapitre se plaint des empiètements des laïques ».

sa dite prétention, il a même eu l'audace d'accuser les sept louables dizains et de leur imposer qu'à diverses fois ils ont notablement affaibli et blessé soit les droits de l'évêché soit dudit vénérable chapitre, plainte qui depuis a été renouvelée dans un mémoire qui a été présenté par le Rme évêque même dans la diète de mai 1756, où il expose que c'est avec une juste douleur² qu'il voit ses droits épiscopaux s'affaiblir et diminuer de temps en temps même presque d'année en année, se plaignant surtout de ce qu'on ne lui envoie plus les lettres circulaires comme s'il n'était pas un membre du souverain Etat, demandant qu'on les lui adresse dans toutes les affaires soit majeures, soit ordinaires, ainsi qu'on peut voir plus amplement dans l'original des dites plaintes.

Comme donc le Rme évêque et le vénérable chapitre forment des plaintes et des prétentions formelles et chargent les sept louables dizains de blesser et de diminuer de temps en temps et même presque chaque année les droits de l'évêché et de son vénérable chapitre, et que dans la circonstance du siège épiscopal vacant, ils protestent derechef, soit verbalement devant le grand-bailli, soit dans les lettres écrites à ce sujet pour la conservation des droits de l'Eglise, comme si les sept louables dizains avaient voulu ou voulaient se rendre coupables de l'usurpation des dits droits de l'Eglise, et que 2° le Rme évêque et le vénérable chapitre ont eu la hardiesse d'attenter, par leurs demandes d'être reconnus membres de l'Etat, sur la souveraine liberté, on ne saurait, après des plaintes si diffamantes et prétentions si préjudiciables, plus dissimuler ni se taire, vu qu'une trop longue patience tournerait au suprême déshonneur et dommage de la postérité et rendrait les préposés de l'Etat séculier coupables d'une non médiocre négligence. Il est donc absolument nécessaire de leur répondre, de les réfuter, de se défendre pour le soutien de l'honneur et du bon renom des dignes prédécesseurs ainsi que pour la conservation de la noble et précieuse liberté. L'on espère que cette réfutation donnera une entière satisfaction aux ecclésiastiques du pays, leurs propres pères et plus proches parents se trouvant justifiés pleinement du crime d'usurpation sur les droits de l'Eglise.

Non seulement cette nécessité-là force même en serment prêté chaque préposé de parler et de se défendre, non par des discours en l'air, mais par des raisons solides, vu que l'importance du sujet et la grièveté de la plainte du violement des droits de l'Eglise l'exigent indispensablement.

² Note marginale : « l'évêque se plaint de la diminution de ses droits et de ce qu'on ne lui adresse pas les lettres circulaires ». — Sur les circulaires, voir note 10, p. 147 ci-dessus.

[II] Pour s'en acquitter d'autant mieux, il faut commencer par rechercher en quoi consistent ces droits épiscopaux et de son Eglise sur la diminution desquels la plainte roule principalement ou en quoi ils pouvaient consister ci-devant afin de reconnaître si on en a retranché ou diminué.

Ils contiennent, autant qu'il est connu, la juridiction épiscopale, les droits ecclésiastiques, les biens, les reconnaissances, les rentes et le pouvoir spirituel accordé par le St-Siège.

Les sept louables dizains ne sauraient se remémorier ni reconnaître d'avoir blessé ni diminué ces droits épiscopaux ou ecclésiastiques dans la moindre chose ; c'est donc au haut chapitre comme accusateur à prouver cette violation, soit retranchement des droits de l'évêché et de l'Eglise : le soin du salut des âmes dont ils sont chargés les oblige à nous mettre ce qui leur a été enlevé devant les yeux pour pouvoir être restitué, ou la charité chrétienne les engage, au cas, comme on peut l'espérer sûrement, qu'ils ne puissent rien démontrer, de s'abstenir de ces plaintes diffamatoires, l'usurpation des droits ecclésiastiques étant, dans un catholique, un crime à ne pouvoir être toléré sans la perte de l'honneur et de la réputation.

Sur cette demande de produire ses griefs, le haut chapitre se référera au mémoire épiscopal, vu qu'il contient la plainte de ne lui avoir pas adressé les lettres circulaires comme s'il n'était pas membre du souverain Etat : mais ce mémoire est tellement mêlé de droits spirituels et temporels qu'il se contredit lui-même. Comment est-ce que les droits de l'évêché et de l'Eglise, qui dépendent uniquement du St-Siège, peuvent-ils souffrir par le défaut de ces circulaires qui n'ont aucune connexité avec les droits épiscopaux ? Les membres séculiers de l'Etat seraient lésés par ce défaut de communication, mais non les droits de l'évêché ; cette première plainte est donc très mal fondée : elle porterait sur un meilleur fondement si le Rme évêque pouvait démontrer qu'il est membre de l'Etat comme les autres dizains, mais il n'a pas la moindre prétention sur les droits de la souveraineté, attendu que ce droit supérieur n'a aucune liaison avec les droits ecclésiastiques : le Rme évêque ne peut donc jamais exiger ces circulaires avec fondement.

[III] Le haut chapitre répliquera que si l'évêque ne peut pas, comme évêque être membre séculier, en vertu de la préfecture cela lui appartient comme préfet. Si donc l'évêque prétend, en vertu de la préfecture, être membre de l'Etat, il faut bien examiner quels sont les droits que la préfecture renferme. [1] Le propre terme fait voir qu'un préfet est un préposé ou « préféré » et qu'il doit y avoir quelqu'un qui le « préfère » ou le rende préposé, et par conséquent avoir un supérieur qui sont les

sept louables dizains lesquels, après avoir chassé les princes étrangers, n'ont plus reconnu de supérieur et se sont acquis le droit de souverain en vertu duquel ils ont remis quelquefois au préfet l'épée de l'Etat au jour de son élection sous les mêmes conditions que feu l'empereur Charles-Quint l'a confirmé au cardinal Mathieu en se réservant la supériorité et le haut domaine sous le ban de cent marcs d'or fin payables au fisc impérial, ce qui prouve plus clair que le soleil que la souveraineté est restée unie à la couronne et sceptre impérial auquel le ban imposé était dévoluble [2] d'où s'ensuit que la préfecture n'a seulement été conférée qu'avec le pouvoir de faire porter l'épée devant lui et avec la haute, moyenne et basse juridiction, c'est-à-dire avec droit de prison et de potence comme plusieurs autres juridictions se trouvent établies dans le pays par des titres qui s'expriment dans ces mêmes termes, de façon que quelques familles nobles se trouvent investies de pareils droits de prison et de potence, lesquels cependant ne les rendent pas plus membres de l'Etat que la confirmation sus énoncée de l'évêque lequel y est regardé comme vassal impérial³.

Le préfet ne peut donc pas se flatter d'être membre de l'Etat comme le haut chapitre l'a voulu établir et même ériger en seigneur souverain dans son mémoire de 1735⁴ en vertu du traité fait avec Walter Supersaxo en 1477 où il est dit *ita ut sit unus dominus spiritualis et temporalis in totâ patriâ* : ces paroles ne font pas la substance de cet acte, il la faut considérer toute entière : il n'y est traité que de la seule juridiction sans faire aucune mention de la souveraineté et par conséquent les gens du pays ne lui ont remis que l'exercice de la juridiction temporelle comme il avait précédemment la spirituelle afin qu'il fût seigneur juridictionnaire du temporel et du spirituel. Si le terme *dominus* devait renfermer la souveraineté, on trouverait dans la patrie plusieurs hauts seigneurs et, par conséquent, des seigneurs souverains. Nos chers patriotes n'ont, après avoir recouvert la liberté, fait que l'unique chose convenable à un peuple libre et conforme à la justice, reconnaissant bien que leur liberté rétablie ne les rendait pas indépendants de la justice, c'est pourquoi ils en ont confié l'administration à celui auquel, *reservatâ superioritate*, comme a été dit, elle avait été confiée au temps passé et par conséquent n'ont remis à l'évêque comme

³ Burgener répond ici à l'affirmation du chapitre selon laquelle les dizains n'ont aucun droit de conférer la préfecture à l'évêque de Sion. Sur ce passage du mémoire capitulaire et sur la discussion relative au terme « préfet », voir notre article *Contestations du clergé et des patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost (1638-1798)* (2^{me} partie), dans *Vallesia*, T. VI, 1951, p. 119 et note 18.

⁴ Sur le passage du mémoire capitulaire incriminé par Burgener, voir *ibidem*, p. 116 ; la note 10 porte par erreur 1497, il faut lire : 1477.

préfet que l'exercice de la juridiction pendant sa vie ainsi que Josse de Silenen dans le traité de 1490, cité même dans le mémoire du vénérable chapitre, l'avoue en ces termes : *Nos episcopus praefectus, etc. ac nos universitas hominum septem desenorum* : qu'on prenne garde au terme *nos*, il en résulte clairement que les communautés n'étant pas sujettes de l'évêché, mais parties libres contractantes avec leur préfet, *cum a longissimis temporibus ecclesiae sedunensi in occupatione jurisdictionis*, dont il s'ensuit qu'il n'était pas en possession de la souveraineté, mais seulement depuis les temps les plus reculés dans l'exercice de la juridiction, ce qui prouve aussi clair que le soleil que le préfet n'a jamais pratiqué autre que la juridiction ; ainsi nos chers patriotes ont de nouveau fait un accord avec le dit préfet seulement pour la juridiction, avec révocation de tous les traités précédents en ces termes : *quod omnes transactiones jam pridem factae cassae et vanae sint eo quod altera partium alteram quittare debeat de cunctis actionibus et querelis de toto tempore praeterito usque in diem praesentem ad causam praemissorum exortis*. Comme donc ce traité annule tous les antérieurs faits dans les temps passés sur ces sujets *ad causam praemissorum* et qu'il s'agissait dans ces traités précédents de la juridiction, par conséquent tous ces traités conclus au temps passé pour cause de la juridiction sont anéantis ainsi que le traité fait avec Walter sur lequel le haut chapitre se fonde tant. Dans le dit traité, ils se sont liés les uns envers les autres que l'évêque Josse de Silenen devait rester comme a été dit *in occupatione* c'est-à-dire dans l'exercice de la juridiction et non *in possessione* c'est-à-dire dans le possessoire ou propriété ; mais dans la distribution de la justice sont les conditions insérées dans le traité *quod nos episcopus habeamus omnimodam jurisdictionem altam bassam sub conditionibus et capitulis infra scriptis* : si donc l'évêque n'a pas eu l'exercice de la juridiction que sous certaines conditions, il est incontestablement évident qu'il n'était pas souverain, lesquels ne se laissent rien prescrire par leurs sujets : les sept dizains étaient donc déjà alors en possession de la souveraineté en vertu de laquelle ils ont prescrit des conditions à l'évêque ; ainsi il est suffisamment prouvé que ces deux traités, cités dans le manifeste capitulaire, ne font pas la moindre mention de la souveraineté et par conséquent qu'on lui a confié l'administration de la justice comme se pratique encore à présent ⁵.

⁵ Burgener semble ignorer que, sous le régime féodal, les attributs de la souveraineté, dans chaque seigneurie, appartenaient au seigneur haut-justicier ; selon l'expression de Beaumanoir : « chascun barons est souverain en sa baronie » ; le seigneur exerçait le pouvoir judiciaire, militaire, levait les impôts, battait parfois monnaie. Le roi, à la tête d'une sorte de fédération d'Etats, n'avait que peu d'autorité, concédait ses droits régaliens là où il n'était pas en même temps seigneur du fief.

[3] Que si le dit haut chapitre veut soutenir que l'évêque ait été une fois le souverain seigneur du pays et les gens de la patrie ses sujets, qu'il dise en quelle année son règne a commencé afin qu'on puisse leur mettre devant les yeux des preuves authentiques qu'eux et les gens du pays ont reconnu de temps à autre les princes étrangers régnants dans ce pays pour leurs souverains jusqu'à ce que la bravoure des Valaisans, comme le rapporte le dit traité de Josse de Silenen, eut chassé les princes étrangers par l'effusion de leur sang et rétabli l'évêque comme préfet dans l'exercice de la juridiction.

Que personne ne s'imagine qu'un peuple devenu libre se soit volontairement, comme dit l'acte, assujetti à l'évêque : le joug pesant de la sujétion les ayant trop rudement et trop longtemps foulés.

Suivant les anciennes chroniques, le Valais a été sous la protection des Romains jusqu'à l'année 430. Depuis 430 jusqu'en 526, sous le joug des Bourguignons autrefois Vandales ; depuis 526 jusqu'en 888, sous la France ; depuis 888 jusqu'en 1034, de nouveau sous les Rois de Bourgogne ; depuis 1034 jusqu'en 1250, sous les empereurs allemands ; depuis 1250 le Valais a commencé à jouir de la liberté, laquelle cependant a été de temps à autre interrompue par la puissance des princes étrangers, particulièrement des comtes de Savoie qui, enfin, ont été entièrement chassés vers l'an 1475 et la souveraineté et les droits en dépendant est dévolue aux louables dizains, au lieu qu'aux temps antérieurs la souveraineté était réservée aux empereurs comme a été démontré ci-devant *una cum banno fisco imperiali devolvendo*. Pour plus grande preuve, on lit dans les écrits de ce temps-là que les notaires finissaient leurs actes par le nom de l'empereur régnant et par le nom de l'évêque en place : *N. tali imperatore et tali episcopo episcopante*.

Le traité de la paix de Ryswick de l'an 1697^o démontre encore aujourd'hui que l'empereur n'y a pas voulu se départir de la souveraineté de la patrie. Toutes les puissances ayant reconnu le Valais pour une République libre tandis que l'empereur ne l'a titré que de *septem Desenos seu jurisdictiones Vallesiae* : remarquez : *jurisdictiones Vallesiae*, vu que l'empereur ne veut pas avoir conféré à chaque évêque comme préfet autre que la juridiction et non la souveraineté ; en un mot tout s'accorde que l'évêque comme préfet n'a jamais été souverain du pays et qu'ainsi les sept louables dizains ont, après avoir chassé les princes étrangers, toujours été en possession de la souveraineté et ont en conséquence arrêté et conclu des alliances et des traités avec

^o Sur la paix de Ryswick, voir notre article *L'indépendance du Valais à l'égard du St-Empire*..., pp. 443-444.

les papes, rois, princes et Etats libres, partie sans évêque ni préfet, partie avec l'évêque *in capite qua praefectus* : cette première nomination dans l'acte ne rend pas plus l'évêque souverain que le bailli du temps premier nommé dans les alliances⁷.

Les sept dizains disent encore pour preuve de leur souveraine liberté qu'ils régissent le militaire dans tout le pays, même dans les juridictions unies à la préfecture, y établissent les officiers, font leurs revues, obligent à prendre les armes, et d'aller à leurs propres frais en campagne, ce qui démontre un gouvernement souverain⁸.

C'est pour plus ample preuve que les sept dizains ont seuls et dans tous les temps perçu les émoluments souverains des sujets, les pensions royales et les argents de paix jusqu'à ce qu'enfin M. Travel, ambassadeur de France, a obtenu du roi une pension de sept cents écus bons pour l'évêque, laquelle n'a aucune connexion à teneur des traités d'alliance avec les argents de paix appartenant aux sept dizains⁹.

Ici naît la grande question. Si donc l'évêque n'est pas un souverain seigneur ni un membre de l'Etat, pourquoi siège-t-il donc dans les diètes où l'on traite des affaires souveraines ?

Pour y répondre, on avoue que l'évêque comme préfet a toujours assisté dans les diètes et cela d'autant plus nécessairement dans les temps qu'il convoquait lui-même les diètes, qu'il y recueillait les suffrages des sept dizains ; il faut cependant ici bien remarquer que les affaires qui regardent la souveraineté du pays ne se traitent pas dans les diètes, mais qu'elles y sont seulement proposées sans pouvoir y être arrêtées étant prises *ad referendum* et ensuite, après la lecture des abscheids, définies par les conseils des dizains dont les opinions sont rapportées à la diète suivante sur la pluralité desquels sentiments ni l'évêque ni le bailli n'ont plus rien à augmenter ni à diminuer : on ne leur demande même plus leur avis là-dessus, mais dans les choses ordinaires contenues dans les lettres circulaires sur lesquelles les députés des dizains ont reçu leurs pleins pouvoirs, l'évêque et le bailli ont pareille voix que les députés des sept dizains, avec cette différence néanmoins que toujours l'évêque et le bailli donnent leurs suffrages les derniers.

⁷ Burgener répond ici au mémoire du chapitre de 1735. Voir notre article *Contestations...*, dans *Vallesia*, T. VI, 1951, pp. 119-120 et 124.

⁸ Burgener répond partiellement ici à une objection du chapitre. Voir *ibidem*, p. 133.

⁹ Le texte allemand du mémoire Burgener parle de l'ambassadeur « Cravel ». Il s'agit probablement de Robert de Gravel, ambassadeur ordinaire auprès du Corps Helvétique du 24 juin 1676 au 30 juin 1684 : voir *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, T. I, Neuchâtel, 1921, art. *ambassadeurs*, p. 281. — Mais nous ignorons à quelle pension royale Burgener fait allusion ici.

Dans les appels des sentences du préfet la pluralité des sept voix l'emporte par la raison que les seigneurs députés des sept souverains dizains les décident en dernier ressort et quoiqu'on lise dans les vieilles sentences *Baillivus pro Reverendissimo*, cela ne prouve rien autre que le Rme comme préfet, à teneur du traité de Silenen, dans l'exercice de sa juridiction à lui confiée, était le premier juge et le bailli comme lieutenant *in hâc parte*, présidait et jugeait avec les députés des sept souverains dizains, ce qui en manifeste encore leur souveraineté¹⁰.

[1] Il semble que le mémorial capitulaire veut fonder la souveraineté du préfet sur ce qu'il a conclu des alliances sans les patriotes; il peut être vrai que l'évêque ait fait non des alliances mais des traités avec les Etats voisins, car les alliances exigent des troupes auxiliaires que l'évêque seul n'a jamais pu promettre, à moins qu'il n'eût été un souverain seigneur. Pour les traités, ils peuvent être anéantis par les mêmes fondements avec lesquels le mémorial capitulaire a l'audace de vouloir annuler les alliances des sept dizains conclues sans l'évêque, à savoir par défaut de pouvoir, lesquelles alliances cependant la libre et souveraine nation du pays a effectuées comme elle l'avait promis et comme Etat souverain a plusieurs fois loyalement accomplies¹¹.

[2] Secondement le susdit mémorial se fortifie pour prouver la souveraineté du préfet sur ce qu'il prétend que dans l'érection des statuts du pays l'évêque y est entré pour un tiers et le chapitre pour un tiers. Mais cette érection des statuts confirme la souveraineté des sept dizains en ce qu'ils ont comme souverains seigneurs traité avec leur préfet élu de la qualité des lois suivant lesquelles il devait rendre la justice, se réservant à eux-mêmes les appellations, comme a été dit, et de pouvoir les changer lorsque la pluralité des dizains le trouvera à propos, lesquelles réserves et changements n'appartiennent qu'à un peuple souverain; et quoique le préfet accompagné de son chapitre soit nommé le premier dans la préface des statuts, cette place d'honneur lui appartenait comme préfet sans lui donner plus de droits sur la souveraineté qu'au bailli, quoiqu'un temps nommé le premier dans les alliances et les traités; mais il est démontré qu'elle appartient aux sept dizains en ce que Hildebrand de Riedmatten, ce zélé défenseur des droits de la préfecture, a librement reconnu et avoué, le 21 mai de l'année 1574, dans cette préface des statuts, que les sept dizains étaient

¹⁰ Sur la convocation des diètes, voir notre ouvrage *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 173-174, 221-222; sur le principe majoritaire en diète, *ibidem*, pp. 227-230, 272, note 941, et notre article *Contestations...*, dans *Vallesia* VI, 1951, pp. 118 et 126-127. Voir en outre W.-A. Liebeskind, *Das Referendum...*, notamment pp. 76-86. — Quant à la formule *Baillivus pro Reverendissimo*, le chapitre s'en était servi plusieurs fois comme argument dans son mémoire de 1735 (*Contestations...*, *ibidem*, pp. 119, 125, 127).

¹¹ Sur la conclusion des alliances, voir notre note 7 ci-dessus.

une République et un peuple libre : *tota Respublica septem desenorum* ; il dit que Dieu leur avait donné cette liberté : *a Deo tibi concessa libertas tua Patria* ; il a pris ce titre de liberté dans les vieux statuts ainsi qu'il paraît dans la préface ¹².

[3] Troisièmement le droit que le préfet a d'admettre les notaires au serment doit lui servir d'échelon pour prouver la souveraineté ; mais on lui répond que les dizains ayant confié au préfet l'administration de la justice, ainsi que le mémoire capitulaire l'assure, et qu'en conséquence il fait prêter le serment aux juges, il lui convenait de pouvoir assermenter les notaires et les curiaux sous la condition cependant expresse dans les statuts de n'admettre à cet office aucun étranger, exception et réserve qui derechef n'appartient qu'à des souverains seigneurs à l'égard de leur préfet élu ¹³.

[4] Quatrièmement le véritable fondement de la souveraineté possédée par le préfet doit consister à faire battre la monnaie, mais les abscheids, ou lettres diétales, attestent que le préfet en a pris chaque fois la permission des sept dizains ; que pour cette permission et consentement il a été donné un honoraire convenable et qu'enfin les dizains ont établi deux inspecteurs sur la monnaie, dont les deux derniers étaient le feu bailli Eugène de Courten et le bourgmestre Berthod de Sion ; c'est donc le bailleur de ces droits royaux qui est le souverain et non le preneur. Les sept dizains ont encore fait voir qu'ils étaient souverains seigneurs en faisant battre monnaie sans le préfet, ainsi que les monnaies battues le manifestent encore actuellement ¹⁴.

¹² Burgener répond ici à la quatrième question posée par le chapitre dans son mémoire de 1735 : voir *Contestations...*, *ibidem*, pp. 115, 120, 121 ; voir encore *Vallesia*, T. V, 1950, pp. 219, 220, 226 et 227. — Sur l'établissement du *Landrecht* de 1571, voir *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 90 et 91, 226, note 776, et 264-265.

¹³ Burgener semble répondre ici à la troisième objection du manuscrit anonyme que nous avons analysé dans notre article *Contestations...*, dans *Vallesia* VI, 1951, p. 141. — Il n'est pas exclu que le mémoire épiscopal de 1756 ait repris cet argument. — Sur l'expression « échelon pour prouver la souveraineté », voir *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 257 : elle est empruntée à Jean Bodin.

¹⁴ Burgener réfute peut-être ici un argument du mémoire épiscopal de 1756. — Au sujet du droit de battre monnaie, voir *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 152 et 199 ; *Contestations...*, dans *Vallesia*, T. V, 1950, pp. 205, 209, 211 et 212. — A cette dernière page, la date de 1755 est une erreur : il faut lire 1775. — L'évêque F.-J. Supersaxo obtint en mai 1707 l'autorisation de la diète pour frapper monnaie (de Courten, VI, p. 124). La diète de mai 1708 nomma « le bailli Curten et le bourgmestre Berthoud » inspecteurs des monnaies (*ibidem*, p. 144). L'évêque dut verser 50 livres à chaque dizain pour l'autorisation accordée, sans préjudice des droits régaliens (*ibidem*, p. 200). — Eugène de Courten (1660-1729) fut grand banneret de Sierre 1706, châtelain épiscopal d'Anniviers et bailli au moment de sa mort (*Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, T. II, Neuchâtel, 1924, art. Courten, p. 597). — François-Georges Berthod, châtelain de Bramois et Granges 1699, bourgmestre de Sion 1706 et 1716, fut inspecteur de la monnaie en 1708 (*Armorial valaisan*, art. Berthod, p. 29).

[5] Cinquièmement l'entretien du bourreau et le pouvoir de temps en temps admis de pardonner les criminels sentenciés doit encore mettre en quelque façon la souveraineté du préfet dans son jour. Sur le premier chef, il est de l'équité que celui-là entretienne le bourreau qui dans ces temps a eu la confiscation et qui les perçoit encore actuellement dans quelques dizains. Dans les autres dizains il est libre de se servir de celui-là ou d'un autre en lui payant auparavant un assez pesant salaire. Le pardon ou plutôt l'adoucissement des sentences est une intercession fort convenable au préfet, laquelle peut être accordée ou ne l'être pas comme il est arrivé autrefois et même l'année dernière 1758 : que si le préfet prétend avoir le droit royal de faire grâce de la vie, qu'il prouve qu'il ait été en quelque temps le roi du pays et qu'il se soit servi de ce pouvoir royal.

[6] Est-ce qu'on doit regarder comme un acte de souveraineté l'acte de la légitimation d'un illégitime de Troistorrents : si un tel acte passé en l'absence et à l'insu des sept souverains dizains devait être une preuve de la souveraineté, il est surprenant que le préfet ne se soit pas pourvu de nombre de pareils actes ainsi qu'il aurait pu faire facilement sans que les dizains en aient eu la connaissance¹⁵.

[IV] La souveraineté dans la haute personne du préfet se trouvant anéantie, le mémoire capitulaire prétend soutenir qu'il doit au moins être reconnu pour membre du souverain Etat.

Il est à propos d'observer que ce mémoire s'explique dans ces termes que le préfet doive être reconnu comme un membre du souverain Etat : il en résulte clairement qu'il ne l'a donc pas été jusqu'à présent et qu'il a sujet de le demander pour l'avenir, afin qu'à teneur du mémorial de l'an 1756 on lui envoie les lettres diétales ou invitatoires comme aux autres membres de l'Etat, lequel droit de communication de toutes les circulaires jamais préfet n'a eu, ni osé demander. Avant que le préfet ait, pour justes causes, été disgracié des sept dizains, c'était lui qui convoquait les diètes et qui envoyait les lettres diétales dans les dizains : il n'a donc pas pu se les adresser à lui-même : il était alors le collecteur des voix ou des suffrages comme le grand-bailli l'est aujourd'hui¹⁶.

¹⁵ En ce qui concerne la légitimation des bâtards, Burgener répond au mémoire capitulaire de 1735 ; voir à ce sujet *Contestations...*, dans *Vallesia*, T. VI, 1951, pp. 118 et 120, et *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 153, 198. Sur les confiscations, *ibidem*, p. 152. — Si Burgener réfute ici les arguments tirés du droit de grâce et du bourreau, c'est probablement que le mémoire épiscopal de 1756 en faisait état. — Sur tous les droits régaliens, voir *ibidem*, pp. 150-154, 162-168, 230-237, 264-270, et notre article *Droits et fiefs des Princes-Evêques de Sion au début du XVIIe siècle*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 1948, pp. 192-210.

¹⁶ Burgener reprend ici une expression de la diète de 1627 : voir *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 217. — Sur les circulaires, voir notre note No 10, p. 147 ci-dessus.

Après avoir méritoirement encouru l'indignation des dizains par ses pernicieuses intelligences avec des princes étrangers que, dans la vue de faire confirmer sa préfecture, il a reconnus pour ses souverains et tenté de réintroduire dans le pays, le ressentiment des dizains ne l'a pas privé du droit inférieur de la convocation des diètes, pour lui accorder le titre supérieur d'être membre du souverain Etat ; cela aurait été une récompense et non une punition¹⁷.

L'illustre chapitre opposera ici que cette faute étant personnelle n'a pu préjudicier à ses successeurs : mais il est de notoriété publique que pareilles offenses se punissent par tous les souverains, non seulement dans la personne du délinquant, mais encore dans ses successeurs par la totale privation de leurs droits.

Si cependant il se trouve réellement un acte par lequel il ait été reconnu membre de l'Etat, que le préfet le produise¹⁸.

C'est quelque chose de plus qu'on ait, de temps à autre, envoyé des lettres circulaires au préfet soit pour affaires incidentes ecclésiastiques ou que le bailli ait trouvé à propos de les lui communiquer notamment pour les monnaies, comme l'évêque l'a dit dans son mémoire, à l'occasion desquelles surtout, des peu valides demi-baches, il a reçu des Etats voisins plus de plaintes et de circulaires qu'il n'aurait voulu¹⁹. Les trop grandes bienveillances entre frères, père et fils, oncle et neveu ont encore, en certain temps, opéré cette communication ; de ces trop grandes faveurs à communiquer les dites lettres, on veut aujourd'hui en faire un droit au préjudice des sept dizains, en sorte que le préfet les exige actuellement comme membre du souverain Etat.

On a déjà établi ci-dessus qu'il n'est pas membre du souverain Etat ; les raisons suivantes en feront encore de plus amples preuves.

[1] Les membres d'un Etat libre et démocratique doivent se trouver dans tous les conseils souverains et être en parité dans les prééminences, droits et avantages ; le préfet ne s'est pas rencontré dans tous les « Rathstätg » ou conseils souverains extraordinairement indiqués à certains jours comme les autres dizains, mais seulement dans ceux

¹⁷ Sur les faits qui se sont produits à l'époque de Hildebrand Jost, voir notre article *Luttes politiques pour la conquête du pouvoir temporel sous l'épiscopat de Hildebrand Jost (1613-1634)* dans *Vallesia*, T. II, 1947, notamment p. 151, et notre article *L'indépendance du Valais à l'égard du St-Empire...*, pp. 419 à 421. — Sur la convocation des diètes, voir *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 221-222.

¹⁸ Burgener ne conteste pas seulement la souveraineté de l'évêque, mais encore les droits auxquels il prétendait, avec le chapitre dans ce que nous avons appelé l'« Etat corporatif » : voir *ibidem*, pp. 163-168 et 264-270.

¹⁹ Nous ne savons pas quelles sont ces plaintes provoquées par des monnaies épiscopales (demi-batz).

que le bailli comme a été dit le juge à propos pour causes ecclésiastiques ou pour affaires de ses juridictions comme en septembre 1756, au « Rathstag » ou conseil extraordinaire tenu à la Souste après l'alliance catholique et à l'occasion de certains malfaiteurs séjournant dans ces juridictions et qui étaient réquisitoirement réclamés par la France²⁰.

[2] Le préfet n'a jamais eu part dans les avantages que les dizains tirent de leurs sujets dans des délibérations alternatives des diètes ; [3] il n'a depuis un temps immémorial jamais eu que le dernier suffrage ; [4] on ne lui demande plus son avis sur les articles de la diète après qu'ils ont été approuvés ou désapprouvés par la pluralité des dizains, lesquels il a été obligé d'agréer²¹.

[5] Le préfet n'est jamais chargé du petit conseil : [6] il n'envoie pas comme les autres dizains un député dans les comptes du sel [7] et ne reçoit jamais rien des argents de paix dûs aux dizains, mais seulement la gracieuse pension ci-devant dite ; il n'est donc pas membre de l'Etat, ne jouissant pas depuis un temps immémorial des prérogatives, droits et avantages comme les autres dizains ; il n'y a eu aucun changement dans ces droits et usages ; l'accord fait en 1636 entre l'Etat ecclésiastique et séculier a eu sa constante permanence : elle a été si saintement observée par l'Etat séculier qu'on n'a jamais entrepris ou ordonné quelque chose de contraire qu'à l'occasion de la première instance des causes du Bas-Valais sur laquelle plusieurs dizains sont déjà revenus en faveur de la préfecture²².

[V] Il est donc suffisamment prouvé que le préfet n'a jamais été ni le souverain du pays, ni un membre souverain de l'Etat et qu'il n'a jamais été reconnu en cette qualité, attendu qu'une pareille reconnaissance des dizains les assujettirait absolument ou au moins mettrait leur règne souverain dans une confusion ; car, s'il est souverain, les gens du pays sont *eo ipso* ses sujets ; s'il est reconnu membre du souverain Etat, il doit avoir voix souveraine comme les autres dizains et

²⁰ Le recès de la diète du 24 septembre 1756 se retrouve aux *AV*, L 16, pp. 560-561. Le résident de Chaignon, au nom du juge criminel de Lyon, réclama « *requisitorialiter* » un certain Jean Bechler de Fribourg, établi depuis longtemps à Martigny, chef d'une bande de voleurs à Lyon, et un soldat (Knecht), qui fut aussi accusé de vol à Lyon, emprisonné, qui avait avoué et se trouvait au pays ; il était natif de Sion. — On sait que Martigny était sous juridiction épiscopale.

²¹ Sur ces points, voir *Contestations...*, dans *Vallesia*, T. VI, 1951, pp. 126 et 127.

²² Sur « l'accord de 1636 », voir *Luttes politiques...*, dans *Vallesia* T. II, 1947, p. 153 : il s'agit sans doute des actes de 1635 et 1637. — Sur l'affaire de la première instance voir *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 268-270, et *Contestations...*, dans *Vallesia*, T. VI, 1951, pp. 127-129. — Sur le conseil secret, voir *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 194, note 657 ; on peut toutefois se demander si c'est cette institution à laquelle Burgener fait allusion ici.

cela dans toutes les affaires et assemblées, d'où s'ensuivraient huit voix souveraines ; qui est-ce qui en une parité des suffrages emporterait la balance ? Certes, personne autre que la force d'où résulterait un trouble extrême. Si on le reconnaît comme membre souverain, il a un droit acquis sur les argents communs de l'Etat et quoiqu'il ne les demande pas à présent, il est certain qu'il les exigera dans la suite, de même qu'aucun préfet n'a demandé toutes les lettres circulaires jusqu'à présent et qu'aujourd'hui, à cause de l'envoi de quelques-unes, par trop de faveur, il les demande toutes. Si enfin le préfet est reconnu membre souverain, on ne pourra plus tenir de conseils ou assemblées sans l'y appeler, ni conclure aucune alliance ni traité avec les Etats étrangers²³.

Les souverains dizains doivent donc bien prendre garde de ne pas céder la moindre chose des droits souverains, ni de souffrir aucun changement. Si on fait quelque demande sur la diminution des droits de la préfecture, les dizains pourront y donner une explication radoucie et comme ils ont été diminués par leurs prédécesseurs comme souverains seigneurs pour des causes importantes, on pourrait faire quelques changements en témoignage de leur bienveillance desquels cependant le préfet pourrait tirer peu d'utilité. Le plus avantageux et le plus profitable serait de les laisser sur l'aimable et bon vieux pied comme a été de coutume depuis un siècle et cela toujours en bonne union, excepté au trépas des évêques auquel temps, à l'occasion de l'élection d'un successeur, les difficultés se sont renouvelées ; et si on ne peut pas y remédier, le parti que les dizains auraient à prendre serait de ne plus paraître dans l'élection épiscopale et de demander au pape un évêque dans la personne d'un chanoine nommé (comme il est presque arrivé la dernière fois) ou de laisser élire le haut chapitre le plus digne d'entre eux conformément au devoir de leur serment, auquel évêque élu ou postulé on pourrait ensuite dans la diète prochaine, après prestation du serment, remettre, en présence de quelques chanoines, l'épée de la préfecture, tenue enfermée *sede vacante* dans la chancellerie sous le sceau du grand-bailli et, par ce moyen, obvier à toutes les contestes et finir toutes les aussi injustes qu'inutiles protestes du haut chapitre par lesquelles les chanoines pensent tranquiliser leurs consciences, vu qu'une proteste, quoique faite en la présence de la partie, mais non juridiquement poursuivie, porte dans la conscience et dans le droit plus de perte que d'utilité, de quoi il est superflu de parler davantage.

²³ Sur la question des émoluments, des argents communs, voir *Contestations...*, dans *Vallesia*, T. VI, 1951, pp. 113, 145 et 149. — Sur la question des 8 voix, *ibidem*, pp. 132 et 149.

[VI] Il paraît plus nécessaire de raisonner sur la séance des chanoines qu'ils ont voulu s'approprier comme membres de l'Etat, mais le préfet ne l'étant pas, comme on l'a fait voir ci-devant, il est conséquent de soi-même que son vénérable chapitre ne saurait être envisagé comme tel, quoiqu'on ne nie pas qu'il y ait été appelé surtout dans les affaires ecclésiastiques lorsque le préfet convoquait la diète : on convient qu'ils y assistent encore à présent pour l'élection des trois chefs de la patrie et cela d'autant plus nécessairement, crainte qu'après que le grand-bailli est sorti, ne naisse une disparité des voix et que quatre combattant contre quatre, il n'en résulte une mésintelligence²⁴.

Qu'au reste, le haut chapitre ait eu son siège avant le bailli, cela prouve aussi peu pour la souveraineté ou qu'il soit membre du souverain Etat que d'être ci-devant les premiers nommés dans les alliances et les statuts, vu que cette première nomination et préséance moderne du grand-bailli dans les alliances ne lui donne aussi pas le droit d'être membre de l'Etat²⁵.

Le vénérable chapitre s'enhardit encore de parler de trois parties contractantes dans l'établissement des statuts dont cependant les statuts n'en font pas la moindre mention. Le préfet avec tout son chapitre y est bien nommé le premier, mais les libres et souverains dizains requérant leur être rendu justice en conformité se sont réservés en iceux le pouvoir d'y ajouter ou de diminuer comme ils le trouveraient bon et à propos : ces exceptions et conditions prouvent leur souveraineté²⁶.

[VII] De ce que dessus étant démontré 1^o que le mémoire présenté au mois de mai 1756 contenant des plaintes désavantageuses à l'honneur du souverain Etat sur la diminution des droits épiscopaux n'est absolument point fondé ;

2^o que les changements dans les prérogatives de la préfecture n'y sont pas intervenus sans sujet, mais à cause de l'intelligence avec des princes étrangers, trop préjudiciable à la liberté ; qu'au surplus ces prérogatives altérées lui étaient d'une petite et même d'aucune utilité et quelques-unes lui seraient aujourd'hui dommageables ;

3^o il conste clairement de ce que dessus que le préfet n'a jamais été le souverain du pays ;

²⁴ Sur le droit d'élection du chapitre, voir *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 217.

²⁵ Sur le siège du chapitre, sur les alliances, voir *Contestations...*, dans *Vallesia*, T. VI, 1951, pp. 116, 119, 120, 124 et 125.

²⁶ Sur le *Landrecht*, voir *ibidem*, p. 128 et notre note 12 ci-dessus.

4° que le préfet n'a joui d'aucune prérogative convenable à un membre du souverain Etat et qu'il ne saurait être reçu ni reconnu en cette qualité comme il le demande sans préjudicier à la souveraine liberté et sans troubler l'état du gouvernement accoutumé jusqu'à présent, vu la parité qui pourrait sortir de ces voix souveraines ;

5° que les sept dizains ont, après avoir chassé les princes étrangers, été les vrais possesseurs de la souveraineté et ont été comme tels reconnus et confirmés particulièrement l'année 1627 par les arbitres qu'on a fait venir de France, de Savoie et des cantons catholiques lesquels, par leur arbitrage et jugement, ont dit et déclaré que la souveraine magistrature doit appartenir et rester perpétuellement aux sept dizains.

Comme cependant le vénérable chapitre veut en quelque façon rendre cet arbitrage suspect à cause du secrétaire d'Etat Mageran qui l'a soussigné, il est prié d'y lire l'article immédiatement suivant dans lequel il est ordonné que la seule véritable religion catholique romaine doit perpétuellement, à teneur des alliances, être en pratique dans la patrie, au moyen de quoi tout soupçon sur la personne du secrétaire d'Etat Mageran doit être levé ayant écrit avec tant de solidité pour la religion catholique²⁷.

Les dizains vivent donc dans la ferme confiance que son Illustrissime grandeur et son vénérable chapitre ne troubleront plus le souverain règne et laisseront la souveraine liberté intacte et inviolable comme ils s'y sont obligés par serment dans l'accord de l'année 1637 dans lequel bien instruits, librement et sans contrainte ils ont reconnu les sept dizains pour les véritables possesseurs de la souveraineté *prae-fatos laudabiles septem desenos superioritatis et souverainitatis hujus patriae possessores liberumque francum ac democraticum populum et regimen agnoscimus et libere profitemur*. Le chapitre veut ici derechef avancer, quoique sans fondement, qu'ils ont été contraints de souscrire à ces paroles. Oui, ils y ont été contraints sur juste titre, comme ils doivent encore y être contraints présentement. Si pareilles allégations doivent avoir lieu, les sept dizains peuvent de même alléguer qu'ils ont été sinon contraints, au moins surpris dans tout ce que le manifeste capitulaire oppose à leur préjudice et sur leurs droits, mais il n'en est pas ainsi : MM. les chanoines d'alors et leurs prédécesseurs étaient plus instruits et assurés que les sept dizains sont, par tous droits, les possesseurs de la souveraine liberté acquise par leur sang et courage et

²⁷ Sur ces faits, voir *Luttes politiques...*, dans *Vallesia*, T. II, 1947, pp. 134-138 et 144-153.

qu'elle a été plusieurs fois reconnue en leur faveur. Les mêmes dizains ont par contre promis, ce qu'ils ont observé convenablement, de laisser intacts tous les droits, titres, châteaux, juridictions, libertés, bonnes coutumes et usages de l'évêché et de son chapitre, de les protéger envers et contre tous quels qu'ils soient, protection qu'ils leur ont accordée par effet de ce siècle et pour laquelle on leur sut petit gré : *e contra nos Baillivus, etc. omnia et singula jura, castra, jurisdictiones et privilegia, libertates, exercitia, bonos usus et consuetudines et bona quaecumque ad episcopatum et capitulum spectantia hactenus laudabiliter usitata illaesa relinquere et requisiti ab omnibus et contra omnes cujuscumque dignitatis juvare et conservare pollicemur, superioritate septem laudabilium desenorum intactâ remanente.*

Cet accord mutuel juré de bonne foi de part et d'autre a été inviolablement observé depuis passé cent ans par les sept dizains sans chercher à introduire le moindre changement dans les droits de la préfecture, tandis que l'évêque et son chapitre ont osé, quoique sans fondement comme on l'a fait voir, imposer par leurs protestes diffamantes au souverain Etat d'avoir usurpé et diminué les droits épiscopaux, et que par leurs demandes ils attentent sur les droits de la souveraineté au préjudice des sept dizains. Mais enfin les dits sept dizains se flattent qu'ensuite de cette remontrance le haut chapitre se départira de ces protestes et prétentions afin que les dizains ne se voient pas obligés et même contraints de montrer et d'user de leur souverain pouvoir et autorité, comme il convient et que le droit l'exige, pour laisser à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César.

ANNEXES

I

*Lettre adressée par le bailli Burgener aux VII dizains,
le 2 novembre 1760.*

Copey. Hochgeachte Edle Ehrenfeste gestrenge hochweisse f. f. f.
Insonders Hochgeehrteste Herren Herren.

Ob zwar das Hoch. Capitell in seinem allhier copialiter beygelegten schreiben mit Vorschein eines gutten willens einkommet, so ist jedoch wie den 30ten 7bris bey gelegenheit des gehaltenen rahtstag durch eine protestation schon ist geschehen, in gesagten schreiben eine solche erinnerung für die beschützung der kirchen Rechten zu ersechen, das es scheint, es seye in der beuorstehenden bischofs-wahl die gröste gefahr der kirchen raubs obhanden disem dann gegen einem Souveranischen Stand so ohngezimmenden protestiren, als auch in denenn Verloffenne Jahren zu hochsten nachtheil der souveranischen freyheit von Ihr gnaden Bischoff und seinem hochwürden Capitell übel gegrindet gemachten ansprüchen eine endtschafft zu machen, erfreche ich mich zu beschützung der Verletzten Souveränitet, als auch zu erhaltung der Ehren aller Vatterländischen Vorständren einen wenigen allhier beygesetzten aufsatz denenn 7 lobl. Zehnden (auf dero Correction) zu übersenden, damit vor der bischöfflichen wahl und überlufferung des Schwerts der Praefectur die so unbeliebige streittigkeitten beygelegt, die gutte Verständnus zwischen geist und weltlichen Stand einmal fest gesetzt werd, dann bey so Verwirten auss sechen ich auss erhöhlich schon bekandten Ursachen mich ausser Stand befinde, das aus all zu grossen gnaden mir anvertrauwte hohe

Ehrenamt ferners zu Vertreten, und zu verwahlen, sondren solches zu Resigniren mich gemüssiget befinde, damit in meiner amts-Verwaltung der lieben Souveranischen freyheit, wie es bey ledtsten bischöflichen Wahls steittigkeitten durch das Canitularische ansprechen hätte geschehen können, nicht nachtheiliges widerfahren thun, und mit den klägen der Verschmäherung der kirchen und bischöflichen Rechten niemandt mehr beschuldert werde. Die weilen nun die Lobl. Zehenden ohngezweiflet von wegen wichtigkeit dises geschöfts ihre Räht versambeln werde, so nimme ich die frecheit dero hohen und klugen erwegungen vor zu legen, ob es edtwan nicht thunlich wäre bey gelegenheit der beuorstehende andtwort über beyligendes Credential schreiben des Tit. neüw angelangten Nunty, das praemissis praemitendis conclusive ein hoher Standt hochden selben ersuchete, von Ihro Päbst. Heiligkeit ein Indultum zu erlangen, damit die Herren Abgesandte der 7 Zehnden der bischöflichen wahl ohne einiges protestiren für die kirchen Rechten beywohnen, und von denenn 4 von dem Hoch. Capitell praetendirten dombherren den würdigsten erwöhlen könnte, fals aber dises begehren nit sollte erhalten werden, so wurde ein hoher standt sich bey der bischöflichen wahl sich nit mehr einfinden lassen, sonderen von Ihro Bapstlich. Heiligkeit einen bischoff in der person des würdigsten dombherren postuliren, oder gar dem Capitell die Canonische wahl eines Bischoffs allein überlassen, und folglich dem postulirten oder Canonice erwöhlten bischoff die Praefectura sambt seine gerichtsharkeitten mit überlufferung des schwerdts und abgelegten Eydt nach alter gewohnheit übergeben : da nun ein weltl. Standt hiemit seine sondere sorgfältigkeit für die ohnuerletzung der kirchen bischoffs und Praefectliche Rechten erweisset, als Verhoffet der selbe es werde Tit. H. Legaten belieben dem künfftigen bischoff und seinem Capitell durch ein Päbstliches Monitorium zu befehlen, Reciproce die weltliche Rechtsambkeitten und sonderlich die den 7 Zehnden allein zu gehörige Souveranitet ohnuerletzet zu lassen, damit ein Hoher Standt ein Souveranischen gwaldt zu erweisen nicht gezwungen werde, sondren die sündthaffte missuerständnus zwischen geist. und weltl. Obrigkeit vertilget, und die gutte Verständnuss, so da ist der wahre grundsatz zu beschützung der Catholischen Religion eingepflantzet werde.

Der über alles obige dero Hoche befelch erwahtend die ehr habe mich in aller gezimmender ehrenbiethigkeit zu bezeugen Eüwer Gnad und Herlichkeitten demüthig gehorsammer diener Burgener Landtsaubt. gegeben den 2ten 9bris 1760.

II

*Lettre adressée par le chapitre au bailli Burgener,
le 5 octobre 1760.*

Copey (*biffé* : schreiben) des Von den Hochwürr. Capitell an Landts-
hauptmann Endtlassenes schreiben.

In demme Jhro Grosmächtigkeit am Ledtsten Rahtstag ein andt-
worth von Unserer gesinnungen für die künftige bischofs wahl von
Uns verlanget, erklären wür Uns hiemit das wür Uns eyffrigist werden
angelegen seye lassen alles das ienige bey zu tragen, was unsere pflicht
in einem so hohen geschäft von uns erfordert, damit die wahl eines
bischoffs Praefecten und graffen unsers Vatterlandts in besten friden
und aller Vergnüegenheit baldest Vorgenommen und befördert werde
in bester hoffnung es werden auch die löbl. Zehnden das selbige
gleicher massen behertzigen, und nicht neües Vorbringen, was da der
Kirchen nachtheilig seyn kunte, es beliebe also ihero GrosMächt. nach
gewöhnlichen Circular schreiben von denenn gesinnungen der lobl.
Zehnden uns bericht zu ertheilen, damit wür uns darzu bereith halten
können. Verbleiben hiemit mit schuldiger Hochachtung dienstgeflis-
sender Decan und Capitell. Sitten den 5ten Weinmonath 1760.
